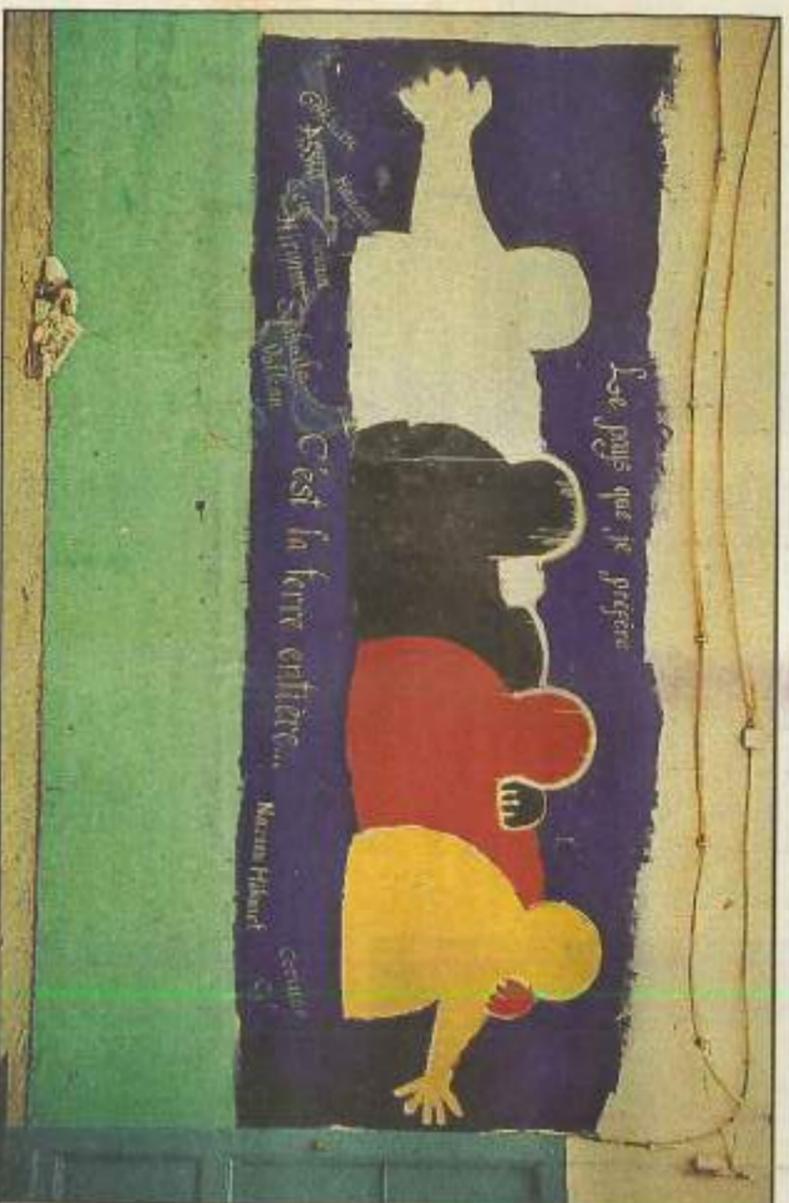


➤ Plus que jamais, favoriser le dialogue des cultures



> Dans une des maisons de jeunes de Saint-Gilles : une fresque significative sur la rencontre des cultures

Depuis le 11 septembre 2001, tout le monde l'a dit et répété : rien ne sera plus comme avant. Ici ou ailleurs. Et c'est vrai, car les touchées relations mondiales qui se sont tissées, qu'on le veuille ou non, sont bouclées de conséquences, partout et à tout moment. Ce qui a été vécu par des milliers de personnes sur le terrain et par des millions de téléspectateurs en direct, est de l'ordre d'un séisme, dont on n'a pas fini de mesurer l'onde de choc. L'événement n'a rien plus de susciter les commémorations et, en dehors même de l'airain militaire ou guerrier, il produit déjà des effets sur nos modes de vie et dans ce qui se passe dans nos têtes.

Et même si certains se croient préservés de ce bouleversement stupéfiant, ils ne peuvent faire autrement que d'avoir été confrontés aux mêmes images et qu'elles se soient inscrites à jamais dans leur cerveau. Il ne servirait à rien de les refaire ou de faire l'anthracite car désormais – mondialisation oblige – si tu ne vas pas à l'Histoire, celle-ci, inévitablement, viendra à toi.

Même un journal local ne peut faire semblant de l'ignorer, à fortiori l'action associative qui est en prise avec les hommes et les femmes qui vivent, soit en confiance avec les autres, soit en redoutant la peur de l'autre. Qu'en se rassurant : nous n'allons pas produire la même analyse serrée de cette déflagration. Tel n'est pas notre rôle. Il en existe une incroyable avalanche dans tous les journaux de la planète. Chaque jour, sur quatre à cinq pages, depuis des semaines, les polémiques font rage. Si bien qu'il est souvent malaisé d'y voir clair ou de trouver ses repères tant les argumentations se font contradictoires. Mais cette diversité d'opinions n'est-elle pas le progrès de la démocratie ? Plus que jamais, nous avons à vivre avec la complexité.

Il nous suffit d'énumérer les titres des articles de la presse pour être sérieusement troublés. Comme les dans le désordre : « guerre des civilisations – guerre contre le terrorisme international – États-Unis, rocs de puissance – Enjeux identitaires – les trois guerres – offensives religieuses ? – fascisme d'un autre âge – retour et escalade de l'islamisme – l'affrontement entre les riches et les pauvres – crises et guerre sainte – la mort et la destruction en direct – l'opposition dualitaire – Occident / Islam, le choc des idéologies – la fin du néo-libéralisme – l'apocalypse – l'économie mondiale, de la crise à la guerre – nous sommes tous des Américains – la vulnérabilité de la société

occidentale – une guerre pour sauver la civilisation – la légitime défense – un monde désespéré – l'humanisme anthropocentriste – retour au tribalisme – MacDonald contre Dillard – le retour du sacré et humain – l'égologie nihiliste – la nouvelle culture de la mort », etc...

Il en est d'autres et de plus éponyme. Mais ceux-ci repris à des journaux dont le sérieux ne peut être mis en doute, ou en tous les cas qui ne sacrifient pas au sensationnalisme, témoignent suffisamment de l'ampleur du problème.

Alors, à notre toute petite échelle, que pouvons-nous faire ? Faire aux logiques médiatiques, nous-mêmes quelque chose à opposer ? Même modestement ? Bien entendu, pour vivre la relation. Mais il y a mieux sans doute : contribuer au dialogue des cultures. Envisager et contourner, envisager et contourner ce qui cabotent la haine de l'autre. Plus même : construire le dialogue avec l'autre. Depuis sa création, le Village Mondial cherche à associer comme socialement la rencontre et la connaissance à travers le message interculturel. Aucun crime, aucun assassinat, qu'il soit individuel, collectif ou de masse, ne le déshonorerait de cet objectif.

Plus que jamais, nous avons à nous offrir des formules-choc, des simplifications, des déclarations, qui signifieraient l'autre. Celles-ci, dans la diversité humaine, ont toujours engendré des catastrophes.

Le « comment vivre » dans ces moments difficiles est une vraie question. En faisant de la connaissance, de la rencontre avec l'autre notre priorité, en travaillant concrètement, et d'urgence, au VIVRE ENSEMBLE, il existe une réponse possible.

N'est-ce pas le dialogue qui constitue la source de vie ?

Traditionnellement, en décembre, la Mission Locale invite au « Parcours de Convivialité », offrant l'idée générique d'un renforcement des liens entre les individus, les groupes ou communautés et consacrant la fin de l'année à des fêtes qui laissent sont propres, mais ayant aussi un air de famille.

Que ce parcours 2001 puisse nous rapprocher davantage et que nos souhaits pour l'an nouveau soient traités à la hauteur de cette résurgence.

Richard Kalitz

■ GROS PLANS p.2



La Roseaux, un lieu de rencontres tous publics et toutes générations confondues. Un domaine situé à Urdre mes qui appartient à la commune de Saint-Gilles et qui a déjà une longue histoire.

■ LES MÉTIERS DE LA VILLE p.6

Si on parle de police de proximité, peut-on réellement imaginer un dialogue entre habitants et services de police ? Rencontre avec Wenonque Keisler, responsable du service communal de prévention et coordonnatrice du comité de sécurité et de social.

■ À L'ÉCOUTE DE L'INTERCULTUREL p.9

Le Planodanek, un centre culturel qui fonctionne comme une usine à projets. Impliqué fortement dans l'action culturelle de quartier, il vient de concrétiser la mise sur pied d'une « hip-hop school ».

■ SERVICE DE PROXIMITÉ p.14

L'Espace Rencontre à Saint-Gilles, lieu d'accueil et d'accompagnement des familles en conflit vient de recevoir le prix de proximité de la criminalité. Tour d'horizon de cette expérience novatrice.



Lire et Esprit a pu faire aboutir ses revendications principales. Parcours exemplaire d'une entreprise qui répond au besoin vital de populations qui, par illettrisme ou analphabétisme, se retrouvent en situation d'exclusion totale.

■ HORS FORMAT p.19

Gaude Senal vient de composer une chanson sur Saint-Gilles... ce qui n'est pas banal et donne désormais à la commune une dimension poétique et romanesque.

➤ SOMMAIRE

- 1 Editorial
- 2 Gros plans
- 3 Action commune
- 4 Internet
- 5 Espace débat
- 6 Les métiers de la ville
- 7 Développement urbain
- 8 Le village, l'Europe, le monde
- 9 À l'écoute de l'interculturel
- 11 Place publique
- 13 Nouvelles de la Mission Locale
- 13 Sur le terrain
- 14 À l'école de l'expression et de la créativité
- 15 Service de proximité
- 17 Tableaux
- 18 Dernières publications
- 19 Hors format

■ Le domaine de la Roseraie :

Un cadre idéal pour les amoureux du théâtre et des arts en général



> L'éphémère de cette année : le festival des Arts de la Rue

Avec Emmanuelle Van Overschelde – dite Emma de la Roseraie – et Mélancolie Motte à la coordination, depuis trois ans maintenant, rejointes depuis quelques mois par Pauline Cardon, pour les relations publiques, l'association Cré-Action a résolument misé sur le dynamisme au féminin. Et ça marche ! La Roseraie est un lieu de rencontres, de découvertes, de créations et d'échanges entre artistes, professionnels et amateurs, entre publics confondus, pourvu que l'on soit « gentil ou... gentil », nous précise-t-on ! On comprendra : bonne humeur et décontraction sont au rendez-vous, dans cet îlot de verdure de 2 hectares de parc arboré (et 1500 m² de salles !) à Uccle, à la frontière de Linkebeek. Petit tour de piste, en compagnie d'Emma et de Mélancolie.

... C'EST SURPRENANT, NON, QU'UN DOMAINE SITUÉ À UCCLE APPARTIENNE À LA COMMUNE DE SAINT-GILLES ?

La Commune a acheté ce terrain en 1877, pour y construire... un cimetière, qui a finalement trouvé place à Saint-Gilles. Pendant quelques années, c'est devenu une pépinière, d'où l'appellation de « Roseraie ». Dans les années 30, on a commencé à y organiser des plaines de jeux et des classes vertes de jour. Dans les années 70, on y a mis les maternelles de Saint-Gilles et, de 1980 à 1997, l'école d'enseignement spécial « Espoir ». Pour ne plus devoir transporter chaque jour des enfants vers Uccle, cette école a été déplacée sur

Saint-Gilles. C'est là que nous entrons en scène ! Philippe Delfosse, coordinateur du CEMO, qui organisait déjà des plaines de jeux pendant les congés scolaires sur le site, s'est associé à Philippe Decco, coordinateur de Trapèze et de Rena Musica, pour y créer une association à vocation sociale et culturelle: l'asbl Cré-Action était née ! Avec les moyens du bord, on a transformé les classes de cours en salles pour la danse, pour l'acrobatie, en salles polyvalentes... parce qu'on se veut très ouverts aux différentes disciplines : cirque, théâtre, danse, conte, musique, art forain, cabaret... Et en 1999, on a aménagé l'ancien réfectoire en café-théâtre de 120 places.

... LES ARTISTES QUI LE SOUHAITENT PEUVENT REPETER À LA ROSERAIE ?

On loue des salles et on en prête pour des coproductions. Par exemple, une salle peut être prête pendant trois mois à une compagnie qui veut réaliser une création. En échange, elle présente son spectacle gratuitement chez

nous. On ne reçoit aucune subvention culturelle en tant que telle, mais on est aidé par un certain nombre de pouvoirs publics : la Commune nous prête les lieux, la Communauté Française nous soutient en éducation permanente. Dès lors, on est incapable d'acheter des spectacles ! En 3 ans, on en a acheté au grand maximum 10. Pour l'essentiel, on fonctionne à la débrouille, à l'entaille, au toc, par un accord sur les entrées, en rendant service aux compagnies. Nous ne sommes pas un secrétariat social, mais, avec l'aide de Pauline, on leur trouve des lieux de représentation, car une jeune compagnie ne connaît pas nécessairement les organisateurs de spectacle auxquels elle peut s'adresser pour que ses projets puissent circuler.

... POUR UNE COPRODUCTION, QUELS SONT VOS CRITÈRES DE SÉLECTION ?

On travaille aussi bien avec de toutes jeunes compagnies qu'avec d'autres, dont les spectacles sont plus « rodés », pour autant que leurs projets répondent à des critères de qualité et de professionnalisme. Il arrive que ce soit le premier spectacle d'une compagnie très récente, auquel cas on prend bien sûr des risques, minimisés tout de même par le fait qu'on exige de voir un filage avant de décider si on pourra monter le spectacle au café-théâtre. C'est important qu'un lieu comme le nôtre prenne ce genre de risque et offre une salle de répétition à de jeunes compagnies. Toutes n'ont pas 30.000 francs par mois à mettre dans une location de salle ! Et nous ne voulons pas nous centrer exclusivement sur celles qui ont les moyens de le faire.

Une politique d'ateliers et de rencontres entre générations

... QUELLES ACTIVITÉS PROPOSEZ-VOUS AU PUBLIC ?

Pour favoriser les rencontres entre générations, on organise des cours le samedi matin, destinés aux adultes et aux enfants, dès le plus jeune âge : éveil sensoriel des 1-3 ans accompagnés d'un parent ou d'un grand-parent (« matinales kangourous »). Psycho-motricité et éveil musical



> Une histoire ancienne : depuis les années 30, des plaines de jeux pour ceux qui ne pouvaient pas s'offrir des vacances

pour les 3-6 ans, du théâtre pour les 7-9, un atelier de peinture-sculpture pour les 6-12, du Taijiquan, de la danse contemporaine (dès 16 ans), du théâtre improvisation et du chant, pour les adultes. On voulait que des familles entières s'impliquent, chacun dans un cours différent, ce qui est le cas. L'autre défi qu'on s'est donné et auquel on travaille, c'est de pouvoir toucher un public défavorisé, des personnes qui sont en difficulté financière, qui sont minimexes ou au chômage. Des démarches sont entreprises en ce moment auprès des associations, des CPAS, des échevins des communes de Saint-Gilles, Forest, Uccle et Linkebeek, pour que l'information passe.

... VOUS TRAVAILLEZ AUSSI AVEC DES ÉCOLES, DANS LE BUT DE FAVORISER L'INSERTION ?

Pour faire lien entre le culturel et le social, l'an dernier nous avons lancé le projet « Ecoles et arts scéniques », pour que des jeunes de quartiers très défavorisés se rencontrent : les élèves d'une école dite huppée, une autre dite défavorisée et l'enseignement spécial. En 5 journées réparties sur l'année, on leur fait découvrir différentes disciplines des arts de la scène, avec un atelier le matin et un spectacle l'après-midi. A leur tour, en fin d'année, les élèves présentent un spectacle. Cette année, l'école du Parvis de Saint-Gilles a été invitée, parce que c'est l'ancienne école Espoir qui se trouvait à la Roseraie. Il y a 3 ans, il était intéressant de travailler avec des enfants qui, pour une moitié en tout cas, ont connu cette ancienne école. Y prennent part aussi pour Uccle, Notre-Dame de la Consolation, une école du quartier et, pour Forest, l'école les Bruyères qui est très motivée par ce projet, ce qui est un critère essentiel pour nous, d'autant que les écoles ne doivent rien prendre en charge : on leur apporte en quelque sorte tout sur un plateau ! C'est Chantal Merveille, elle-même fort impliquée dans le monde du spectacle, qui gère le projet avec les instituteurs.

Au niveau insertion, en partenariat avec le CAIRN, une association forestoise, on a formé des jeunes âgés de 16 à 18 ans) à pouvoir raconter des histoires, parce qu'il est important de s'exprimer en public, de pouvoir improviser, ce qui n'est pas simple quand on a un vocabulaire restreint, limité à sa rue, et qu'on a

Le monde des adultes ouvert aux enfants

Le plaisir d'une traversée de la société s'est renouvelé cette année pour la septième fois.

Le 20 octobre, les commerçants, des institutions, des associations, des services publics, des ateliers d'artistes ou d'artisans, ont accueilli les 8 - 12 ans pour parler de «l'envers du décor».

Comme éducation de tous à la citoyenneté, on sait qu'il s'agit là d'une expérience unique et qui révèle, à chaque fois, des univers insoupçonnés.

Cette fois, un certain nombre d'associations, dont Hispano Belga, Le Bazar, La Maison des Enfants, ont proposé Place van Meenen, des animations et des activités ludiques durant toute la journée. Nous avons, notamment, mis en exergue la fresque murale, à laquelle chaque enfant et chaque groupe venaient apposer son empreinte artistique, composant en final une œuvre réellement collective.

Des visites de la Stib au Parlement, en passant par une exploration des locaux intrigants de la police de Saint-Gilles, nous avons choisi de nous arrêter cette fois chez le condonnier de l'avenue Demeur, pointant dans notre objectif cette rencontre singulière avec l'un des plus anciens métiers du quartier : une boutique non standardisée, avec son patron, lauréat du travail et médaille, qui vaut le détour. ■



> A la découverte des arts forains

[Suite de la page 2]

peu l'habitude de prendre la parole. Après 6 mois d'atelier, ils ont présenté un spectacle devant une vingtaine de personnes, essentiellement des proches et quelques professionnels invités : des comédiens ainsi que des éducateurs de rue. C'est assez étonnant de voir comment, malgré une apparente timidité, des amateurs peuvent se révéler sur scène, avoir une réelle présence et acquérir plus de confiance en soi.

Beaucoup de fidèles conquis par la philosophie du lieu

... QUELS SONT LES PROJETS AU NIVEAU DU CAFE-THEÂTRE, DES FESTIVALS ET D'AUTRES MANIFESTATIONS FESTIVES ?

Depuis cette année, on essaye de regrouper les spectacles par discipline. On a programmé du conte en septembre, le Festival des Arts forains, en collaboration avec la F.A.R. (la Fédération des Artistes de Rue) en octobre, des clowns en novembre et principalement de la danse en décembre. On essaye aussi qu'il n'y ait pas que des spectacles. L'idéal serait que les gens ne viennent pas ici seulement pour consommer, mais pour aussi s'investir un peu ! On aimerait qu'il y ait chaque mois un stage pour adultes en lien avec la programmation, destiné tantôt aux amateurs, tantôt aux professionnels. Côté programmation théâtre, le début du mois de

décembre sera consacré au jeune public. En janvier, on fait une pause pour pouvoir réaménager la salle de spectacle.

Au début, quand on a commencé ici, on avait organisé une Rencontre Internationale de Jeunes Sculpteurs, qui ont créé une œuvre à la Rosenaie en trois semaines. Mais, à part cet événement médiatique très coûteux et compliqué à produire, on n'a guère développé le secteur arts plastiques. Sans doute, parce qu'on manque de murs et parce que nos espaces sont fort polyvalents. En parlant de «Quartiers de vie», une initiative de la Fondation Roi Baudouin, on envisage d'ouvrir une partie du parc au public, en créant une ferme pédagogique ou un arborétum, avec des sculptures monumentales. «Les Jeunes Jardiniers», une entreprise de réinsertion qui se trouve tout près d'ici, nous a d'ores et déjà assuré son aide technique. Pour le moment c'est une envie, mais, en général, nos rêves se réalisent ! A la Rosenaie, on n'a jamais disposé de beaucoup de moyens, mais on a une bonne dose d'énergie, de partenaires, d'amis et de fidèles conquis par la philosophie du lieu. En février, on fêtera le 3e anniversaire du café-théâtre. Comme chaque année, ce sera l'occasion de réunir tous les comédiens qui sont passés sur notre scène au cours de l'année. C'est une soirée privée. Mais, l'an passé, on était environ une centaine ! Et, cette fois, avec ceux qui ont participé au Festival des Arts de la Rue, on sera pas moins de 250 ! ■

Propos recueillis par Christine De Naeyer

Vous cherchez un lieu pour répéter, pour organiser une fête, un goûter d'anniversaire, une réunion,.... Vous aimeriez être tenu au courant des spectacles, des ateliers et de toutes les activités organisées par l'Association Espace Cré-Action à la Rosenaie, en recevant son Journal ?

Une seule adresse à retenir :
Association Espace Cré-Action
Domaine de la Rosenaie — 1299,
chaussée d'Alsemberg — 1180
Bruxelles — Tél / Fax : 02/376 46 45
e-mail : rosenoie@netcourrier.com
http://rosenoie.org/



> Un atelier de sculpture : rencontre entre des enfants et des artistes



> La fresque de la 7ème édition de Place aux Enfants



> Le redoutable privilège d'inaugurer le page blanche



> Quand chaque groupe vient répondre au mes sage de l'autre : comme une image idéale de la vie sociale



> Avenue Demeur, une dévotion que a 43 ans d'âge, celle d'Armand le condonnier qui est un des plus anciens artisans de la confection



> La main, la machine et la matière doivent s'accorder avec précision et précision



> Quand la chaussure devient matière à questionnements et à réflexion

■ De l'Harira au cœur du Nouvel An en passant par le cougnou de Noël

Parcours de convivialité à Saint-Gilles, sixième édition

A l'instar de ce qui se fait dans d'autres communes bruxelloises, la Mission Locale de Saint-Gilles et ses nombreux partenaires organisent depuis cinq ans un parcours de convivialité durant le mois du Ramadan.



> Le marché de Noël, Place Berthelém, le 13 décembre dernier.

En 1996, une grande soirée de convivialité s'est tenue à l'Athénée Victor Horta en présence d'un « Tout Saint-Gilles » un peu frileux. C'était un premier pas vacillant mais prometteur. Cette soirée, initiée par diverses associations comme l'Association des Parents Saint-Gillois (APSG), le Cifa, le Local maison de jeunes, la Maison des Enfants, le Centre Familial Belgo-Immigré (CFBI) et le Bazar maison de jeunes, était soutenue par la Mission Locale et la Communauté. Il faut savoir que d'autres communes avaient déjà impulsé au début des années nonante ce genre d'opérations comme à Saint-Josse, Molenbeek et Schaerbeek. A Saint-Gilles, une nouvelle salle sera essayée chaque année pour la grande fête du Ramadan. Chacune draine un public différent, ce qui participe au mélange culturel et social. La fête s'est organisée tout à tour dans le préau de l'école sportive J.J. Michel, au Planofabriek et au CPAS l'an dernier.

Connaissance et respect mutuel

La question de l'intégration et de la Cohabitation étant de plus en plus cruciale, la Mission Locale et les associations

imaginent un parcours de convivialité comme il existe un parcours d'artistes qui rassemblerait, puisque le calendrier le permet, la Noël, le Nouvel An et le Ramadan. Le lien est symbolique : rassembler les Musulmans, les Chrétiens et les Latins autour de fêtes communes. Il s'agit de mélanger les cultures mais aussi les âges. Voici cinq ans que tous ces saint-gillois d'origines diverses voyagent durant un mois, d'une exposition à une pièce de théâtre en passant par un débat ou une activité sportive. Certaines activités « marquent du tonnerre », d'autres moins. C'est l'occasion pour les partenaires de se renouveler chaque année. Ainsi que le souligne Ahmed El Ktbi, Coordinateur communal des programmes d'intégration sociale, le but de ce parcours est d'investir dans les relations avec les gens, dans un

respect mutuel des convictions des uns et des autres et non pas d'analyser les croyances de la population. C'est aussi un moyen de renforcer la cohésion sociale dans notre commune.

Cette année encore, le parcours ayant commencé fin novembre va se clôturer avec le marché de Noël. La date du Ramadan se calcule selon le calendrier lunaire et se décale donc peu à peu des dates fixes de la Noël et du Nouvel An. Ce qui a été réalisé les cinq dernières années devra être revu à partir de l'an prochain : des événements plus ponctuels prendront le pas sur le parcours traditionnel. Cette année, la création artistique est à l'honneur avec une pièce mise en scène par Richard Kalisz, une histoire d'amour sur fond de racisme et de pressions sociales. « La peur dévore l'âme » de R. W. Fassbinder, qui donne lieu à un débat sur des thèmes universels comme la rencontre entre les générations et entre des êtres dont la culture et les convictions sont diamétralement opposées.

L'actualité nous commande plus que jamais un effort pour rassembler croyants et non-croyants. Occidentaux et Orientaux, afin d'apporter notre pierre, à l'échelle de ce village qu'est Saint-Gilles, à l'enseignement de la tolérance et du partage. ■

Bettina Cersier

[Voir programme en page 7]



> Traditionnellement, la main est ornée d'une fine dentelle de Henné pour la préparation au mariage

Internet

> Usages d'usages internautes

Partagez vos connaissances, vos expériences de l'internet ! Depuis le début de l'année, un nouveau journal trimestriel circule dans Saint-Gilles : « Le Village Mondial ». Ce journal s'adresse à Monsieur et Madame tout le Monde. Il est distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la commune. Il comprend, entre autres, une rubrique « Internet » que vous découvrirez ici. L'idée est d'en faire un espace d'échanges, recettes, réflexions, bons procédés concernant vos expériences du Net. Vous suivez des cours d'informatique, vous travaillez dans un lieu où les nouvelles technologies sont utilisées ? Ou vous en êtes simplement curieux ? Alors nous vous invitons à collaborer à cette rubrique en faisant part de vos découvertes sur le Net, de votre intérêt (ou non) pour cet outil.

Comment ? Vous avez un avis, une info ? Vous me les transmettez en quelques mots (style télégraphique) ou en rédigeant quelques lignes que vous signez... par mail :

fi.centremultimedia@wanadoo.be ou par téléphone en appelant le 02/542 01 55

Wilmie DELHAGE

> L'accès au dialogue

Le Net c'est une révolution avec ses « pour et ses contre ». Mais pour moi, c'est une grande chance et ce l'est pour beaucoup d'entre nous qui sommes sourds ou malentendants ! Il y avait déjà les SMS qui me facilitent la communication mais voilà le Net et l'accès au dialogue écrit, et à l'information tous azimuts par l'écrit et l'image. Imaginer la révolution que cela peut faire pour l'enseignement des jeunes sourds et malentendants ! Sans compter les possibilités de travail dans ce secteur qui leur seront accessibles. Alors qu'on se le dise : « Le Net c'est génial ! » Patricia

[¹] : une adresse à visiter : <http://www.restodecok.be/>

> La tère cybercrèche à Bruxelles

Le Site <http://www.Bebe.be> offre beaucoup d'informations et de services pour les jeunes parents : Vos conseils du jour, dossiers du mois, liens utiles... et l'incroyable "Tout sur Bébé". Chaque jour pour les parents qui aiment être informés, une revue de la presse Belge est proposée ainsi qu'une chronique quotidienne !

Vous y découvrez la Cybercrèche, où les parents peuvent suivre les activités de leurs « bébés blondes » au fil de la journée.

On y trouve aussi La Belgique en 80 liens... les adresses et les sites qui touchent de près ou de loin à l'enfance et à la famille en Belgique.

Vous êtes responsables d'une crèche, d'une garderie, d'une maison des enfants ou tout autre activité, vous êtes intéressés par le principe, de montrer vos activités en ligne ?

Contact : Marc DEWAELE
<http://www.be.be> — info@bebe.be — 02/309.39.71

> Pour amuser les plus petits

<http://fiboonaakwala.com>
Un site français cette fois, mais qui détient son originalité par le fait qu'il s'adresse à des enfants de 0 à 12 ans. C'est une réaction très dynamique, ludique, composée aussi bien de chansons animées, que de jeux de réflexions ou d'adresses aux parents.

Chaque enfant y trouve son compte, puisque les activités sont aussi variées que les âges et le site est tellement vaste, que les parents peuvent souffler un peu sans se soucier de la dérive de leurs enfants dans des eaux troubles...

Maud De Bie

La ville à l'épreuve de l'insertion

A propos du forum de la FEBISP et des Alliances pour le développement durable. L'insertion socioprofessionnelle, un dispositif et des publics en évolution.

A l'heure actuelle, les chiffres du chômage en Région bruxelloise demeurent préoccupants. Bruxelles compte en effet 65.000 demandeurs d'emploi dont les 2/3 ne possèdent pas le diplôme du secondaire supérieur. Le chômage des jeunes en particulier reste plus élevé dans la capitale que dans les autres régions du pays. De plus aujourd'hui, les exigences de qualifications demandées par les employeurs ne sont pas toujours en adéquation avec les formations des Bruxellois. On pourrait donc s'interroger sur l'efficacité des programmes de formation. Et tenter de répondre à cette question : les formations dépendent-elles aux besoins actuels de la population concernée ainsi qu'aux transformations de certains secteurs professionnels ?

La première des priorités pour les travailleurs sociaux, ce sont les accords du non-marchand signés en juin 2000 et financés par la Cocof et la Région. Dans la pratique, ces accords signifient une reconnaissance du travail qu'ils ont effectué en matière d'insertion et sont une condition nécessaire à la professionnalisation du secteur. Ensuite, la nécessité d'organiser mieux encore le partenariat entre les acteurs de l'ISP, en considérant l'Orbhem, Bruxelles-Formation – les acteurs publics – comme des partenaires et non comme des outils de contrôle. Il est également important d'enviesager l'évolution des programmes pour s'adapter aux nouvelles normes et éviter ainsi les doublons entre les opérateurs publics et privés. En clair, les patrons, les syndicats, ainsi que le milieu associatif doivent se concentrer et concrétiser des alliances. Ceci en gardant à l'esprit l'affaiblissement des acteurs publics et l'avenir proche qui se profile «marqué par la fragilité croissante d'une économie globalisée», pour citer C. Maissin, l'administrateur délégué de la Febisp.

De nos jours, on ne compte plus, en effet, le nombre de licenciements de per-

sonnels ou de mise au chômage technique, d'où la nécessité de disposer d'outils permanents pour contrebalancer cette fragilité. La mise à l'emploi est certes l'un des objectifs mais il est aussi impératif que cette démarche soit respectueuse du stagiaire et de ses choix, qu'elle agisse sur sa motivation plutôt que sur la contrainte. Répondre au marché ou tenir compte de l'individu ? Voici exposé l'un des dilemmes auquel se trouve confronté le secteur de l'insertion. Il s'agit en fait de former sans formater.

Afin de rendre cela possible, il faudrait garder dans le panel de l'ISP une diversité de dispositifs avec leurs méthodes tant il y a une diversité d'acteurs. De plus, aujourd'hui les travailleurs du secteur

doivent adapter les formations à de nouveaux publics tels que les primo-arrivants ou les personnes en cours de régularisation.

Le parcours d'insertion comme démarche de participation à la vie en société

On peut donc affirmer sans risque de se tromper que le poids qui pèse actuellement sur le dispositif d'insertion socioprofessionnelle est énorme. Il est dès lors important de tenir compte de ses limites, en répartissant les tâches avec le réseau classique d'enseignement par exemple. Et ce, sans négliger de revaloriser les for-

mations, d'intensifier l'éducation permanente et de mettre l'accent sur l'alphabetisation et l'apprentissage du français comme langue étrangère.

Enfin, les participants au forum ont insisté pour qu'on puisse concevoir les parcours d'insertion des individus peu qualifiés comme de véritables démarches de participation à la vie en société, démarches qui leur permettent d'acquiescer les outils pour leur épanouissement tant d'un point de vue personnel, social que professionnel. Autrement dit, militer pour une ville plus solidaire où les différences sont vécues comme une richesse plutôt qu'en termes de tensions. ■

Mansuela Nguzani

L'action culturelle en débat

Fruit d'un long processus de débats initiés en 1998, un livre blanc doit être publié à la fin de l'année. A l'occasion de l'annonce de cette publication, nous avons rencontré Michel Guérin et Dominique Nalpas, animateurs, du réseau "Culture et Citoyenneté".

L'angle du colloque "Culture et Société" de décembre 1996 était de prendre force et argument pour entamer une démarche de réflexion approfondie sur les pratiques de l'action culturelle et de l'éducation permanente. Sous le label "Culture et Citoyenneté", une vaste délibération s'ensuivit entre les acteurs culturels constitués en réseau, qui débouche aujourd'hui sur la rédaction d'un état de la réflexion.

Ce livre est une contribution à la recherche encore modeste, mais volontaire, sur la fonction de la culture dans la société, sur ce qui contribue à donner du sens à la société dans sa globalité et aux individus dans leur intimité.

... QUE PEUT-ON ATTENDRE D'UN LIVRE BLANC ?

Dans les mois qui viennent, les débats sont ouverts. A l'initiative du Ministre de la Culture R. Demotse, devraient se tenir des "Eats généraux de la culture en Communauté française". La "trame" des matières proposées dans le livre blanc contribuera à en ponctuer les travaux.

Le livre cherche surtout à (re)articuler la culture, "le travail de la culture" et la citoyenneté.

Si le monde est en mutation et si le travail de la culture vise à le comprendre, à l'imaginer et à le créer, il faut certainement aussi pouvoir repenser les axes d'appui de l'action culturelle.

Aujourd'hui, les questions et les enjeux de la participation, de la diversité, de la création et de l'identité, au cœur desquels se pose la question des droits culturels, sont encore trop timidement abordés. Le secteur culturel, relativement marginalisé et

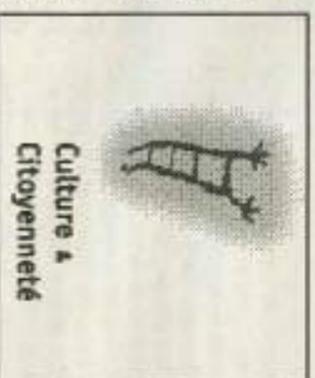
précarisé, est éclaté dans ses réflexions et ses pratiques. Sous peine de voir ce processus s'effriter, et l'action culturelle de plus en plus définie sous l'effet de l'intrusion des logiques marchandes ou des politiques sociales répartitives, il est urgent d'entamer entre acteurs culturels, d'abord, un débat large et décisif pour retravailler les orientations d'une politique définie et reconnue comme élément constitutif de développement.

Il y a des propositions dans le livre blanc par rapport à un certain nombre de secteurs. Les questions qui y sont posées incitent à travailler de manière transversale dans tous les secteurs de l'action culturelle, et à toucher aussi d'autres secteurs comme celui de l'école et du monde économique.

... LE TEXTE DU DÉCRET DE 1976 DE L'EDUCATION PERMANENTE SERAIT-IL MODIFIÉ EN FONCTION DE CET APPORT ?

Il en est fortement question. Parce qu'on s'aperçoit qu'au bout de 25 ans il y a des choses qui, à la fois en termes d'écriture et de repères, sont un peu dépassées, parce qu'on n'est plus dans la mouvance des années 60. Les choses se sont diversifiées depuis lors. Fondamentalement, on n'a plus les mêmes repères. Aujourd'hui, on formule l'hypothèse de décider sur les secteurs. Non pas en les bousculant du tout au tout, mais bien en travaillant à "l'intersector", en harmonisant. Par exemple, en se demandant comment l'opéra peut toucher des pratiques d'éducation permanente, comment le service du livre peut contribuer à faire du citoyen un producteur de livres.

L'histoire des politiques culturelles en Communauté française est fondamentalement imprégnée de cette étroite relation, qui fonde et légitime le sens de l'action culturelle dans "l'exigence démocratique", par l'exercice de la citoyenneté. C'est l'exigence de développement durable (social, économique, politique) qui doit être considérée sous l'angle de ces finalités culturelles.



Dans sa conception, le livre blanc veut tracer un mouvement qui va faire traverser différents territoires où se bousculent défis et enjeux. Il évoluera à la rencontre des enjeux du développement culturel, au croisement des autres politiques de développement. Ce sont, d'abord, les défis culturels des grandes mutations, comme le développement et les effets de la mondialisation, le caractère de plus en plus hétérogène de nos sociétés, l'évolution du sens du travail, l'irruption des nouvelles technologies de la communication. Ensuite, y sont abordées les dimensions culturelles dans les sphères de l'économie, de l'éducation et du social. Sont aussi considérées les enjeux liés à la mise en œuvre d'une politique culturelle comme "orientation donnée dans une société démocratique à tous les secteurs du développement", le désinvestissement de la culture, mais aussi son financement, l'emploi culturel, le statut de l'artiste. D'autres enjeux sont aussi pris en compte comme la coopération des différents niveaux de pouvoir, les missions des services publics, les formes de soutien et de contrôle dans le rapport entre associations et les pouvoirs publics.

... CE LIVRE POURRA-T-IL INDIQUER DES CHANGEMENTS DANS LES PRATIQUES DE TERRAIN ?

Il devrait offrir, en tous les cas, aux intervenants locaux, aux travailleurs dans les associations, différents éléments dont ils pourront s'inspirer pour définir leur travail. On peut, chacun à son niveau se demander quelle place on réserve à la culture comme moteur de développement, comment on utilise l'art pour développer l'esprit critique et mettre en valeur les imaginaires. ■

Viviane DELHAGE

Contacts
 Michel GUÉRIN: 02/473.23.04
 michel.guerin@gwb.be
 Dominique NALPAS: 02/473.23.05
 dominique.nalpas@gwb.be



Rencontre avec Véronique Ketelaer

Repenser l'approche intégrée entre les actions socio-préventives communales et l'action policière

Le contrat de sécurité et de société, qui existe depuis 1993 à Saint-Gilles, vise à rétablir la confiance entre les autorités et les habitants, améliorer la sécurité de la population sur le territoire communal et lutter contre les causes d'exclusion sociale.

Si souvent, on ne retient du dispositif que l'aspect policier, le but affirmé est de l'améliorer pour qu'il acquiert les qualités d'un vrai service public. D'autres volets du contrat comme «justice de proximité», «Toxicomanie», «Renouveau Urbain», etc... forment un ensemble qu'il convient de ne pas dissocier. De plus, dès 2002, le nouveau «contrat de sécurité et de prévention» ne contiendra plus de volet policier. Cependant, au vu de la rupture souvent intervenue entre les jeunes et la police, nous avons centré cette rencontre sur cette dernière donnée, ainsi que sur les équipes qui accomplissent un travail d'accompagnement.

Criminologue et politologue de formation, Véronique Ketelaer (responsable du service communal de prévention et coordinatrice du contrat de sécurité et de société), assure un rôle difficile. Après ses études, ayant effectué un stage à la Commission européenne dans une cellule internationale, elle a été engagée d'abord dans le cadre d'un contrat de sécurité pour la ville de Liège. Avant alors postulé à Bruxelles, elle a débuté à Saint-Gilles comme agent de développement pour le Renouveau Urbain, devenant ensuite coordinatrice de l'ensemble des dispositifs du contrat.

Puisqu'actuellement, tout le monde parle de «police de proximité», il nous a semblé important d'essayer d'éclaircir préalablement ce concept.

Depuis son origine, le contrat de sécurité et de société a permis d'engager des auxiliaires et agents de police et beaucoup de civils au sein de la police. L'objectif étant de permettre aux policiers d'être plus dans la rue, plutôt que de rester dans des bureaux à s'occuper de la paperasserie administrative. D'autre part, deux assistants de concertation assurent un accueil social des personnes en détresse s'adressant à la police. Ils procèdent à des médiations et à la gestion de conflit dans les quartiers. Un service d'assistance aux victimes a aussi été créé dans le but d'améliorer l'accueil et l'orientation des victimes de violence. Le contrat soutient également la formation des policiers et dans ce cadre, tous les services de terrain ont suivi une formation en conduite déléguée.

Changer la façon de concevoir le service policier

Actuellement, si on parle de police de proximité, beaucoup le perçoivent comme mettre du «bleu en rue», mais c'est une approche minimaliste du concept. La police de proximité, c'est avant tout changer la façon de concevoir le service policier, pour le rendre plus proche du citoyen. Cela implique un énorme changement de mentalité et de mode de gestion de l'appareil policier, entre autres : recentraliser l'action policière dans les quartiers, permettre aux policiers d'agir de façon plus proactive (agir au lieu de ré-agir) et plus globale dans les quartiers, décentraliser aussi les procédures de décision au sein de la police et responsabiliser davantage les agents de quartier par rapport à la gestion de leur quartier. Cela ne peut d'ailleurs se faire que si l'on dispose de suffisamment de budget pour assurer toutes ces missions policières, qu'on se donne le temps de mettre en œuvre cette réorganisation du travail et que la tête (le chef) soit prête à imprimer ce nouveau mode d'approche policière dans le corps. J'ai rencontré beaucoup de policiers de terrain qui sont enthousiasmés à l'idée de s'impliquer davantage dans la vie de quartier, qui participent volontiers aux réunions de concertation qu'on organise avec les acteurs sociaux et les habitants du quartier. Cela leur permet aussi d'expliquer ce qu'est réellement leur métier, leurs constats et



> De l'utilité du dialogue entre habitants et policiers

concourre à ce que, chacun à son niveau, puisse améliorer la qualité de vie (et de sécurité) dans les quartiers. Mais si la tête ne suit pas, ils ne pourront pas le faire. Sans compter que ce qui se profile pour l'avenir, à savoir le travail de la police en zone dès 2002, n'est pas évident à organiser. Suite à la réforme des polices, les polices locales devront assurer plus de tâches qu'avant car, par exemple, elles reprendront des missions qui étaient assurées auparavant par la gendarmerie. Les nouvelles zones de police ayant du mal à boucler leur budget, il faudra un certain temps avant que le tout puisse se mettre en place... En 2002, un service zonal de prévention devrait être créé au sein de la police locale et c'est lui qui reprendra certaines missions qui étaient prises en charge par le contrat pré-cédemment (assistance aux victimes, assistants de concertation, conseils en techno-prévention...). C'est le rôle du conseil de police (les élus des conseils communaux) et le collège de police (les bourgmestres) de fixer les priorités de l'action policière sur notre zone (Anderlecht, Saint-Gilles et Forest).

Actuellement, pour le contrat de sécurité, ce qui est important, c'est de réorganiser notre approche intégrée avec la police, dans le cadre de cette réforme des polices

En effet, à partir de 2002, le volet policier du contrat disparaît. Celui-ci sera directement géré par la zone de police et sortira de la compétence communale (à l'exception de l'équipe des gardiens de square). On sait que pour qu'un partenariat tienne, il faut que les partenaires aient intérêt à collaborer à un objectif commun. Si la police ne dépend plus de certains de nos budgets, comment impulser la concertation entre nos dispositifs socio-préventifs et les services de police? Tout cela reste encore à déterminer et à organiser. Pour 2002, la commune a prévu de renforcer les services de première ligne du contrat, comme la médiation scolaire et sociale, le service d'aide juridique de première ligne, les éducateurs de rue, mais au niveau de notre approche intégrée avec l'action policière, rien n'est encore précisé. Les policiers eux-mêmes ne sachant pas encore où ils seront affectés l'an prochain, il est difficile d'organiser notre travail de façon complémentaire, de mettre en place des projets de rencontre entre police et jeunes, de concertation de quartier autour du thème de la sécurité.

... A VOTRE NIVEAU, COMMENT PENSEZ-VOUS OUVRIR CE DIALOGUE ?

Déjà en 1999, lors d'une séance d'information dans une maison de jeunes sur le Renouveau Urbain avec Alain Luduc et Saïd Ahrhul (lorsqu'il était coordonnateur au «Local»), ce besoin de dialogue est apparu. Les jeunes prétendaient qu'on les contrôlait abusivement chaque jour et démissionnaient pourquoi. Il est clair qu'alors, il est important que la police se fasse représenter dans ces concertations pour répondre aux questions en direct.

Des personnes expulsées. Des représentants de la police y sont toujours invités, car la police est en contact journalier avec ce type de problèmes et de public. Il est indispensable qu'elle nous informe de ses constats et sache à quel service relayer les personnes en détresse pour une assistance médicale, juridique ou sociale. Mais actuellement, reconnaissons que cette présence n'est pas encore vraiment rentrée dans les mœurs.

... VOUS DEMANDEZ AU POLICIER DE SORTIR DE SON RÔLE CLASSIQUE. MAIS PRENONS UN EXEMPLE PRÉCIS, COMME LA FÊTE DU PRINTEMPS À LA PLACE BETHLEEM... QUELLE AURAIT PU ÊTRE VOTRE DEMANDE ?

Les agents de quartier sont venus sur place le jour de la fête. Et lors de la pièce de théâtre "La Fiancée de l'œuf", on a invité les membres du personnel du contrat, les gardiens de square, le responsable du service Quartier et jeunesse, pour qu'ils viennent voir la pièce avec nous (membres du service prévention). Ce qu'ils ont fait. Mais pourquoi ne pas penser à installer un stand de policiers sur la place lors de la fête pour expliquer et informer les habitants? Car il y a une méconnaissance du travail du policier et des services qui existent en la matière.

... MAIS UNE PRÉSENCE POLICIÈRE MASSIVE EST SOUVENT PERÇUE NÉGATIVEMENT ?

Tout dépend de quel type de présence et il n'est pas nécessaire qu'elle soit «massive». La fête, c'est la journée culminante d'un travail qui se réalise tout au long d'une année. Si on aboutit à une grande animation annuelle sur la place, ils devraient y être présents, car ils font partie des acteurs qui sortent sur le terrain toute l'année, au même titre que les associations et les services communaux du quartier. D'un autre côté, n'est-ce pas utile que les habitants puissent connaître leurs policiers de quartier, pouvant les questionner directement sur leur sécurité et sur les difficultés éventuelles que ceux-ci rencontrent dans leurs missions ?

... C'EST UNE FONCTION QU'IL SERAIT INTÉRESSANT UN JOUR D'APPROFONDIR, AINSI QUE DE SE PENCHER SUR DES SERVICES COMME LE «BUREAU D'ASSISTANCE AUX VICTIMES». IL Y A CEUX QUI, JUSTEMENT, N'ONT PAS D'UNIFORMES, C'EST-À-DIRE, LES ÉDUCATEURS DE RUE. COMME SI CELA AVAIT ÊTRE CONÇU EN TANT QUE RELAIS, LÀ OÙ L'AUTORITÉ EN UNIFORME EST MISE EN ÉCHEC ? !

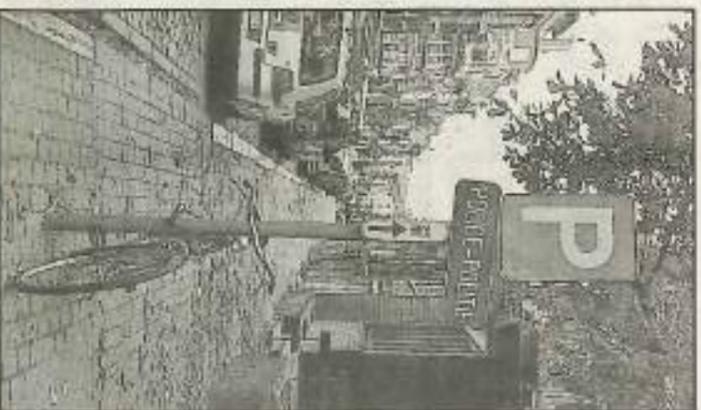
Je n'ai pas jusque-là. A chacun son travail. Un éducateur n'est pas policier et inversement, ce qui n'empêche pas de se concerter sur certains problèmes, d'ailleurs. Comme travailleurs de rue, ils font avant tout un travail de prévention



[Suite de la page 6]

sociale, par rapport aux jeunes et aux personnes en difficulté. Leur rôle principal est la lutte contre l'exclusion sociale et la prévention des toxicomanies. Disons qu'ils récupèrent tout ce que les institutions n'ont pas pu ou pas su gérer, car de nombreux services d'assistance au public précarisés sont surchargés.

Ayant été formés par des associations spécialisées, comme Modus Vivendi et Prospective Jeunesse, ils se chargent aussi de sensibiliser les jeunes aux risques de la toxicomanie et à l'usage de certains produits. Enfin, ils travaillent avec le C.P.A.S., le Service social, la Table de logement du CAFA. Ils sont au plus près des besoins des gens, même pour accompagner ceux qui ne savent pas où dormir. C'est un travail très dur, car celui qui l'exerce est sans cesse confronté aux réalités de l'échec, de la souffrance, de l'exclusion. Si certains d'entre eux ont une formation en sciences sociales, d'autres connaissent très bien le quartier et le secteur associatif local.



> Faut-il tout lire sous l'angle policier et sécuritaire ?

Ce qui me plaît, c'est qu'on a constitué une équipe d'éducateurs à composition complètement multiculturelle; à l'image de notre commune et où chacun apporte son atout (faculté d'écoute, culture, connaissance des relais locaux).

Ouvrir le dialogue entre la police et le citoyen

... QUEL EST LE PROJET QUI VOUS TIENT LE PLUS À CŒUR ?

Si de nombreux projets ont été mis en place dans le cadre du contrat, qui fonctionnent bien, l'intérêt serait de focaliser son énergie là où des progrès restent à accomplir. Je pense donc au dialogue entre la population et le service public, et en particulier, sa police locale. Il s'agirait également de mieux coordonner les actions des différents services travaillant dans le cadre de la sécurisation des lieux publics. Nous disposons sur la commune de stewards, d'assistants de prévention et de sécurité, de gardiens de square, et il faut parvenir à bien harmoniser leurs

actions. D'autre part, les antennes communales de quartier étant maintenant toutes en fonction, il faut optimiser la présence de ces services publics délocalisés dans les quartiers, pour améliorer le contact avec la population. Ce sont des outils de cohésion sociale et le contrat de sécurité ayant dans ses objectifs l'amélioration de la confiance entre autorité publique et population, nous devons agir en parallèle. Nous travaillons déjà ensemble dans de nombreux domaines, mais je pense qu'il nous faudra intensifier notre collaboration en termes d'échange des constats des travailleurs sur l'évolution d'un quartier, d'évaluation de nos actions, de communication avec le public, d'organisation de concertations locales.

Souvent, l'inquiétude des habitants vient du manque de dialogue, d'information sur ce que fait la commune et la police pour tel ou tel problème. Certaines situations sont critiques mais le pire est d'avoir l'impression que personne ne fait rien pour y remédier. Si on retrouve des jeunes en bandes, il ne faut pas nécessairement le voir comme un mal. Tout ne doit pas être lu sous l'angle policier ou sécuritaire. Mais on peut faire exister un échange. Les jeunes, comme les autres habitants, le réclament. Et je ne vois pas pourquoi les habitants n'auraient pas le droit de dire et d'échanger avec les personnes concernées sur ce qu'ils attendent d'un policier de quartier par exemple. ■

Propos recueillis par Richard Kalisz

[DÉVELOPPEMENT URBAIN]

■ « MUTATIONS »

Une exposition-événement sur la ville contemporaine pour une réflexion citoyenne

Dans le cadre de la politique des Grandes Villes, à l'initiative du Ministre Charles Picqué, la Raffinerie, ancien site industriel reconverti en espace culturel par le chorégraphe Frédéric Flamand, accueille une exposition multimédia sur l'état des villes dans le monde. Conçue à Bordeaux par le centre d'architecture « arc en rêve » et destinée à voyager (prochaine étape : Sao Paulo, dans 3 mois), ce projet ambitieux a été pensé par un nombre impressionnant de spécialistes pluridisciplinaires, dont les architectes Jean Nouvel, Rem Koolhaas de la Harvard Design School, Stefano Boeri et Alex S. Maclean, qui s'est spécialisé depuis 25 ans dans la photographie aérienne du paysage urbain américain, le critique d'art Hans Ulrich Obrist et la philosophe Nadia Tazi. La scénographie originale de Jean Nouvel a été adaptée par l'architecte Christian Kieckers qui a fort bien tiré parti des espaces industriels de la Raffinerie, plongés dans une semi-obscurité, laissant la part belle à la technologie : projections sur écrans géants double face, projections au sol, écrans TV nous bombardant de données statistiques sur nos us et coutumes et nos standards de vie. Vous vous verrez confirmer, par exemple, chiffres à l'appui, que vos enfants passent plus de temps à regarder le petit écran qu'à parler avec vous !

Submergés d'informations sur l'état du monde, ses incohérences, ses injustices, ses différences, selon que l'on soit du Nord ou du Sud, de Lagos (Afrique) ou de Pearl River Delta (Asie), de Chicago, Londres ou Los Angeles, vous serez amenés, et comme hypnotisés, à entrer dans une course folle, sans trop savoir pourquoi, ni vers où on vous conduit. Vous verrez, en format géant, d'innombrables gratte-ciels chinois dans une sorte de mégapole insaisissable construite en moins de dix ans. Alors vous ne pourrez que vous demander : « Et demain, qu'advient-il de nous, ici où ailleurs ? » Une galerie de sons, stridents et pourtant si familiers, qu'on en oublie la désagréable cacophonie, vous fera prendre conscience de l'importance du silence, propre au ressourcement et à la réflexion.

Conçue bien avant la destruction des Twins à New York, que l'on peut voir encore debout dans le Manhattan d'avant le 11 septembre, *Mutations* vient bien à propos pour nous obliger à prendre position, à devenir les acteurs d'une ville en constant changement, toujours plus vaste, plus mélangée et complexe à gérer, mais vivante, créative et dont on doit, à tout prix, préserver l'humanité. A nous de répondre maintenant aux questions qui nous sont posées : « Comment faire le partage entre nos désirs et notre réalité ? » ; « Le shopping est-il devenu le principal rite de la vie urbaine ? » ; « Jusqu'où médias et publicité investiront-ils l'espace public ? » ; « L'Europe inventera-t-elle une nouvelle dimension de la citoyenneté ? » ; « Les situations d'urgence sort-elles le germe d'une nouvelle condition urbaine ? » ...

Cette exposition d'urgence, qui veut le détour, est une initiative du Ministère de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la politique des Grandes Villes. Avec la participation de Charleerol/Dances, la Raffinerie, l'équipe Mutations Bruxelles et De Singel.

Mutations

Jusqu'au 6 janvier 2002, tous les jours de 10h à 18h, sauf lundi et jours fériés et les 24 et 31 décembre 2001.

Tarifs : 100 FB – 2,5 euros

50 FB – 1,25 euros

(réduction étudiants, seniors, chômeurs et groupes à partir de 10 personnes)

La Raffinerie

21 rue de Manchester – 1080 Bruxelles

<http://users.skynet.be/mutations-mutations/>

Renseignements : 02/471 69 23

E-mail : mutations@skynet.be



> Extrait du livre MUTATIONS, Actar, arc en rêve, 2000. La ville-consumériste

C.D.N.



LE VILLAGE, L'EUROPE, LE MONDE

■ Echanges, débats sur la création et la culture en quartiers populaires

«Banlieues»¹ en visite à Lyon



Les 4 et 5 octobre derniers, quatre ambassadeurs de l'associatif Saint-Gillois² sont partis pour deux jours à Lyon, une ville d'une taille comparable à celle de la Région bruxelloise. Deux rendez-vous prévus : le premier, les Ateliers de l'ADRI³ des 4 et 5 octobre réunissent des projets culturels de tous les coins de France pour une rencontre, des débats, des échanges avec les pouvoirs publics et les politiques de la Ville, de la Culture, de la Région, le second à la Mission Locale de Vénissieux.

Aux Ateliers de l'ADRI, peu ou pas de délégations étrangères, excepté notre délégation. Les débats sont vraiment intéressants, les projets menés avec des publics "populaires" sont osés, généraux, d'une durée et d'une dimension sortant de l'amateurisme.

Un groupe d'artistes chevronnés a ouvert un théâtre dans le nord de Marseille : pas de saison, pas de public abonné, pas de programme; tout se fera avec les habitants ou ne se fera pas! Eh bien, cela fait plusieurs années que cela dure! Chapeau l'artiste... Nous aussi, à CFS, à Douzerron, à FIJ, on voudrait développer des ateliers d'expression avec les habitants du quartier, avec ceux qui ne prennent jamais la parole. Parfois on y est arrivé, parfois pas. On continue et cela fait du bien de rencontrer des gens, beaucoup de gens qui trouvent cela important, comme nous.

Un autre artiste, musicien celui-là, nous explique comment il a repris la direction d'une grosse Académie de musique qui est devenu le passage

obligé de tous les futurs musiciens modernes, de jazz, rock, rap, etc... Ils ne voulaient pas que cette académie soit, comme tant d'autres, réservée aux initiés, aux amateurs qui viennent toujours des mêmes familles qui envoient des 5 ans leurs petites têtes blondes faire de la musique (car c'est toujours bon pour apprendre une discipline, ...) Ils ont aujourd'hui 1500 élèves et doivent malheureusement refuser beaucoup de jeunes. Là aussi, ils ne veulent pas travailler en vase clos : ils veulent connaître et jouer les musiques qui vivent dans la rue, aller dans la rue, chez les gens, et organisent des ateliers professionnels dans les quartiers, depuis des années.

Des responsables de radio et de tv locales nous font part aussi de leurs expériences. Certains médias ont fait de l'information locale une stratégie de développement. Cette politique devrait s'accompagner d'une évolution des démarches : s'inscrire dans la durée, garantir le droit et les moyens d'expression, respecter les identités, susciter la participation locale... Leur combat : la prise en compte de la diversité culturelle dans l'espace médiatique, les relations entre grands médias et relais locaux, et les possibilités, avec les évolutions technologiques, de développer des échanges avec les médias des pays d'origine.

Les médias créés par des "communautes" ou qui traitent les thématiques interculturelles participent au dialogue entre cultures d'"ici" et de "là-bas". Ce qui est important, c'est la prise de parole des habitants, leur

contribution à la démocratie culturelle.

A Vénissieux⁴, on découvre une banlieue française dirigée par un maire communiste : rien que des pelouses, des bocages, des tours. Tout est très propre, bien aménagé, bien entretenu. C'est étonnant. Il paraît qu'il y a 10 ans, c'était le bordel, la révolte, les émeutes. La Mission Locale est installée au rez-de-chaussée d'une tour au milieu des autres. C'est une organisation totalement différente de celle que nous connaissons. L'approche est globalisée : santé, éducation, formation, citoyenneté, justice, emploi : tous les problèmes qu'un jeune peut connaître sont traités ici par un service spécialisé, sur rendez-vous individuel, avec un suivi serré et jusqu'au bout pour des jeunes de 16 à 25 ans. Il faudrait plus de temps évidemment pour tout comprendre, mais notre œil

averti découvre qu'il y a bien des "outils" intéressants : logiciels, banques de données, bibliothèque... Un stage serait utile pour un référent bruxellois, par exemple... ■

Rose Marie CEEAERTS
Viviane DELHAGE

(1) Le projet «BANLIEUES» a été créé en 2000 dans la lignée de 30 années d'expérience associative publique de lutte contre l'exclusion sociale à Bruxelles, notamment à Saint-Gilles. <http://www.banlieues.be>

(2) Olivier ISTAT pour le DOUZEROME asbl, Christian VAN DIEPENBEEK et Rose Marie CEEAERTS pour CFS et Viviane DELHAGE pour FIJ

(3) ADRI = Agence pour le développement des relations interculturelles
(4) <http://www.ville-venissieux.fr/>

L'opération 11.11.11 à Saint-Gilles. Porteuse d'eau, porteuse d'espoir

Dans le numéro 3 du Village Mondial, Victoria Videgain, coordinatrice du projet "Porteuse d'eau, porteuse d'espoir" mené à Saint-Gilles et à Bruxelles, dans le cadre de l'opération 11.11.11, en avait décrit les intentions et le contenu symbolique. Différentes classes des écoles primaires de Saint-Gilles (Ecole 4, place de Bethlern, Uilenspiegel, Filles de Marie, St-Jean-Baptiste, Ste-Marie) se sont mobilisées autour de ce projet et ont pris part aux manifestations annoncées. A l'Institut Ste-Marie (secondaire), les

étudiants des ateliers de publicité et de sémiologie ont conçu et réalisé, respectivement, l'affiche de l'opération et les bannières qui ont accompagné les pommiers plantés au mois de novembre dans le parc de la porte de Hal. Pour la confection des bâches qui associent l'écriture et le graphisme, leur travail s'est enrichi d'une réflexion critique sur les aspects hautement polluants des technologies actuelles de l'impression. Ils ont pensé que, pour un projet de cette nature, il était important de mettre en œuvre les matériaux et les techniques les plus écologiques possible. C'est ainsi qu'ils ont opté pour le support tissu, de préférence au plastique ou à d'autres matières synthétiques, et pour l'encre d'impression à l'eau, beaucoup moins toxique pour les utilisateurs que les encres à solvants. L'affiche de l'opération, qui est reproduite ici, est due à Aurélie Porzio, élève de publicité. ■



PORTEUSE D'EAU, PORTEUSE D'ESPOIR
UNE MARCHE CONTRE LA DETTE

Pierre-Paul Dupont

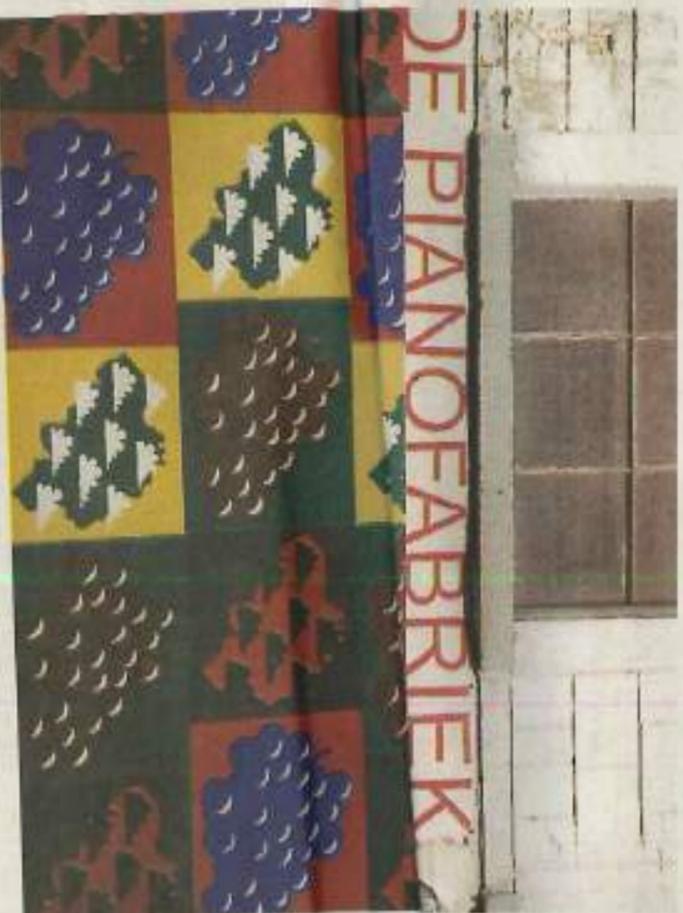
■ Le Pianofabriek de Saint-Gilles

Un centre d'ateliers pour artistes et amateurs de rencontres interculturelles

A la différence de la plupart des centres culturels francophones, qui axent principalement leur travail sur la programmation d'événements et de spectacles, le Pianofabriek a choisi de fonctionner comme une sorte d'usine à projets. Des salles de répétition et des ateliers sont mis à la disposition des artistes, des habitants du quartier et du monde associatif, pour y concevoir des spectacles et des événements à caractère soit interculturel, soit multiculturel. Il faut souligner, par ailleurs, que le Pianofabriek s'est beaucoup impliqué dans la coordination d'actions menées dans les quartiers, comme le Printemps Belgoëm, ou dans le montage de projets socioculturels.

Nombreux sont ceux qui s'y rendent pour suivre des cours de danse, de langue, pour y prendre un verre, voir une exposition, enregistrer un CD ou se former aux techniques de sonorisation. Pour nous en parler, nous avons rencontré Hugo Boutsen, responsable des secteurs jeunesse et accueil et Paul Van den Berghé, coordinateur des relations interculturelles.

Hugo Boutsen, originaire du Limbourg, après avoir terminé des études d'assistant social à Louvain, travaille au Pianofabriek depuis dix ans et s'est installé depuis deux ans à la Place de Bethléem. Paul Van den Berghé, né dans un petit village près de Gand, après avoir accompli des études de droit, a d'abord travaillé comme conseiller juridique à la Sabam, puis partant vivre à Amsterdam pour travailler comme infirmier pendant 10 ans, il a fait partie en même temps du cœur classique de très haut niveau de Philippe Herreweghe. Mais au bout d'un moment, englué dans une routine aséptisée, il n'a plus supporté de passer son temps entre les aéroports, les chambres d'hôtels et les salles de concert, célébrant tous les jours la même musique pour se retrouver coupé de la réalité ! Un parcours atypique qui le met maintenant en contact permanent avec des jeunes qui, d'après lui, sont pleins de projets et de



> Un centre culturel à l'enseigne d'une ancienne fabrique de piano

talents. « Pour moi, dit-il, c'est une découverte constante. Ça me rappelle mes débuts artistiques, il y a trente ans, comme si la boucle était bouclée ! »

Tous deux nous retracent l'histoire et les enjeux de ce lieu bouillonnant d'activités :

Au début des années 70, des associations néerlandophones se sont créées dans les communes, sous forme de conseils culturels, se regroupant pour organiser des fêtes ou des activités communes, comme étant l'expression de la minorité flamande vivant à Bruxelles. Le gouvernement flamand ayant acquis des immeubles à Bruxelles pour y loger les associations, nous nous sommes installés au 35 rue du Fort, en 1978, dans une ancienne usine de pianos, d'où le nom de « Pianofabriek ». Les deux asbl, à savoir celle du conseil culturel et celle de la gestion du bâtiment, ont fusionné au début des années noventa en un seul centre communautaire, qui a décidé de travailler avec les autres communautés, étant donné que pareille superficie était bien trop vaste pour la seule population flamande de Saint-Gilles.

... QUELLES ACTIONS AVEZ-VOUS DÉCIDÉ DE MENER EN CE SENS ? VOUS SEMBLEZ VOULOIR CULTEVRIR DES PUBLICS ASSEZ DIVERSENTS, SOIT SELON UN AXE MULTICULTUREL, SOIT EN VOULANT DÉVELOPPER L'INTERCULTUREL ?

Dans les années 80, nos actions sur le plan de la multiculturalité étaient

encore fort modestes : il s'agissait de projets à court terme, comme « Culturen als burens » (les cultures de voisinage) et il y avait déjà des cours de néerlandais pour les immigrés. Au début des années 90, notre profil est devenu nettement plus interculturel en organisant des cours de danses africaines, latino-américaines... au total une quinzaine de danses d'origines différentes. On a créé aussi le café Salsa et le café Tango du dimanche après-midi, qui sont des cafés dansant avec orchestre, un cours de néerlandais pour adultes, dont un cours spécifique pour les femmes et

des cours pour les primo-arrivants. En moyenne, 130 élèves viennent ici chaque semaine, le mercredi après-midi ou le samedi.

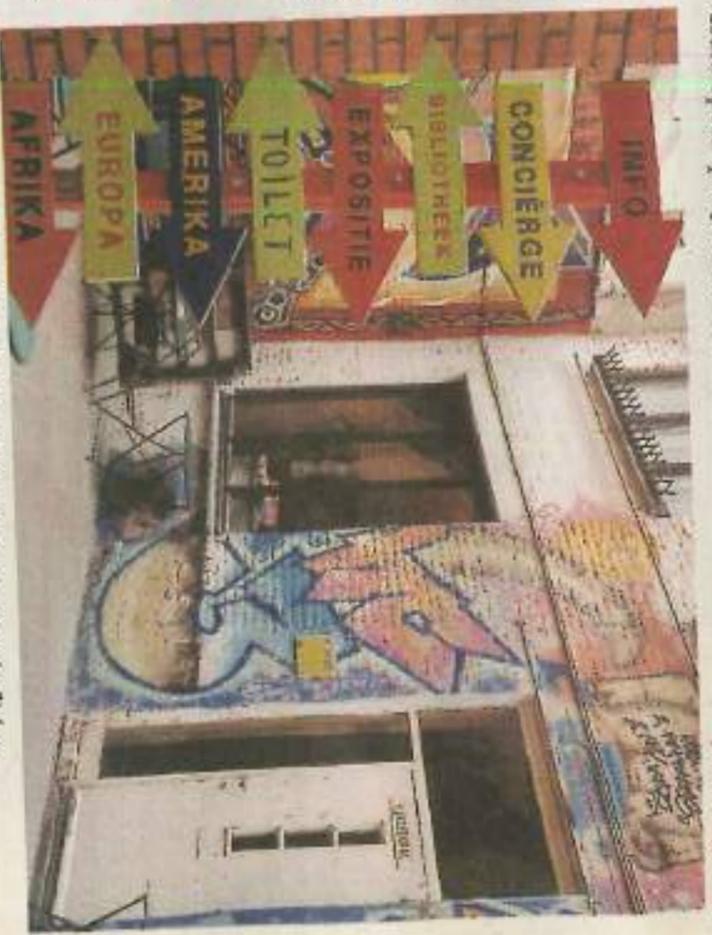
Chaque semaine, depuis 3-4 ans, une soixantaine de femmes, surtout marocaines, suivent des cours d'arabe facile. On fait aussi un travail plus large avec elles, en leur proposant des cours de gym, de natation, des formations générales sur la santé, sur la situation des femmes au Maroc, sur la Palestine, ...

Pour les jeunes, nous disposons d'un studio d'enregistrement. Depuis six ans, avec notre aide technique, des petits groupes du quartier et de Bruxelles peuvent y enregistrer des CD. Il y a aussi le studio « Brazzabids » pour les enfants de 6 à 14 ans de groupes scolaires, de maisons de jeunes... ouvert aux percussions africaines, au rap, au hip-hop, avec la possibilité de faire un enregistrement.

... VOTRE STUDIO D'ENREGISTREMENT POUR ADULTES, NOMMÉ « BRAZZAVILLE », VOUS PERMET D'ORGANISER DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES. A QUI SONT-ELLES DESTINÉES ?

En collaboration avec le VDAB (l'équivalent flamand du Forem), nous avons effectivement créé une formation en sonorisation (techniques concert et

[Suite page 10]



> Pour s'y retrouver dans la diversité des ateliers multiculturels, suivez les flèches



[Suite de la page 9]

enregistrement) d'une durée d'une année, destinée aux chômeurs motivés. Les cours théoriques ont lieu trois jours par semaine et il y a six semaines de stages pratiques, organisés en collaboration avec d'autres centres culturels. On dispose d'un studio d'enregistrement qui se trouve à Molenbeek et de l'aide des CVA (Centrum Voor Amateurkunst), outils pour le théâtre amateur. Il existe aussi une spécialisation possible en régie lumière. Cette formation en cours du soir est aussi accessible aux francophones. Cela dit, évitons de faire trop de publicité, car pour la centaine de candidatures que nous recevons chaque année, nous n'avons que 18 places en sonorisation. 12 pour la formation professionnelle et une dizaine pour les cours du soir !

... LE SUCCÈS DE LA FORMULE PROVOQUE DONC L'EMBOUTAILLAGE ?

Malgré la superficie des bâtiments - environ 4000 m², comprenant une quinzaine de locaux majoritairement polyvalents -, on manque de place. On n'arrive plus à rencontrer la demande. Beaucoup de gens viennent ici chaque jour. Les salles sont louées pour des répétitions de danse, de théâtre, de musique ..., pour des durées variables, parfois assez longues. Et chaque semaine, des sorties sont organisées. Prochainement, il est prévu d'entreprendre des réaménagements, c'est-à-dire qu'entre 2002 et 2005, l'isolation des salles va être revue et certaines d'entre elles seront pensées de telle manière qu'on puisse répéter un spectacle de danse ou de théâtre depuis son début jusqu'à sa réalisation finale.

... LA POLITIQUE «D'ATELIERS» CONSTITUE UNE PRATIQUE ORIGINALE PAR RAPPORT À UNE POLITIQUE DE SPECTACLES. EST-CE UN SERVICE OU FAUT-IL PAYER POUR Y AVOIR ACCÈS ?

Les tarifs sont variables selon le projet. Mais quand nous soutenons une réalisation, une salle peut être mise gratuitement à disposition pendant plusieurs mois. Parfois notre aide se situe au niveau de la promotion, tout dépend du contenu du projet et s'il correspond aux critères du centre, comme le fait d'impliquer les jeunes, les personnes issues de l'immigration et de travailler à un ancrage dans le quartier, alors nous sommes partenaire. Si ces éléments ne sont pas exclusifs, ils contribuent fortement à rencontrer notre option.



> Priorité à l'ancrage dans les quartiers



> Quatre mille mètres carrés de locaux polyvalents

... VOUS SOUHAITEZ RÉPONDRE AUX DEMANDES QUI VIENNENT DE LA RUE. C'EST LE CAS DU HIP-HOP. COMMENT CELA SE PASSE-T-IL ?

Comme nous avons été interpellé par des jeunes qui voulaient que ça existe, les cours de breakdance se donnent depuis un an par Yousséf Ramal, du groupe Easy Steps, qui vient du quartier des Marolles. Pour que ce soit accessible à un public très large, on a fixé le prix des séances à 50F. On a aussi démarré avec le groupe les Dynamic Rockers, qui depuis plusieurs années répétaient dans la galerie Ravenstein, et qui viennent maintenant plusieurs fois par semaine. On était d'accord, à condition de passer un contrat avec un règlement pour éviter d'avoir des problèmes avec les voisins et pour fixer un minimum de discipline. Avec des jeunes qui sont connus pour être remuants, c'est

Pour aller de l'avant, un rappeur a récemment proposé de créer une hip-hop school.

l'équipe du Centre, les activités concernant la culture urbaine ont pris un nouvel élan. Cinq workshops se tiennent autour de la culture créative de la hip-hop avec notamment l'urbanbizness, les D.J., Cauza et Likwit, Beatbox par Fabrice du Krazy Alley et Scala du St. Andries MC, Groovelabo, donné par FRJ, de la breakdance pour débutants et

pour plus avancés, donnée par Hurricane et Juice, Rap/MC et Writers Bench, tout en se consacrant aussi à l'aspect graphique de la culture urbaine.

... LES EXPOSITIONS D'ARTISTES CONTEMPORAINS POSENT SOUVENT PROBLÈME QUANT À LA RELATION AVEC LE PUBLIC. DANS CE CAS, ARRIVEZ-VOUS À FAIRE LIEN AVEC LES HABITANTS DU QUARTIER ?

Nous voudrions donner la priorité à des projets d'artistes allochtones pour favoriser des actions d'intégration, mais c'est vrai que peu de gens passent le seul pour voir ce qui est exposé. Cependant, un projet a bien marché l'an passé : un groupe de femmes, une Belge, une Grecque, une Italienne, une Marocaine et une Turque qui se réunissaient régulièrement rue de Montrengo. Chacune a réalisé des photos de Saint-Gilles qui ont été montrées ici, retransmissant à intéresser tout le quartier.

... SI VOUS AVEZ DES PLANS DE RÉAMÉNAGEMENT DE CERTAINES SALLES, Y A-T-IL DES PERSPECTIVES CULTURELLES QUI LEUR CORRESPONDENT ?

Outre la concrétisation de la hip-hop school, une personne va être engagée pour pouvoir suivre les troupes de théâtre et danse. Si nous projetons de monter une pièce de théâtre avec Jamal Youssfi, on manque encore de moyens financiers et de temps pour s'y consacrer.

Comme tous les ans, nos journées portes ouvertes des 15 et 16 septembre ont donné l'occasion aux gens d'assister aux cours qui sont donnés et de visiter les ateliers... Le thème des journées était celui de la « Multiplicité » : un maximum d'artistes, de Saint-Gilles et d'ailleurs, toutes disciplines confondues, avaient été invités à se produire. Des installations vidéo au théâtre, de la musique à la photo ou à la peinture... 200 artistes ont occupé toutes les salles, même la cave et les couloirs. L'ambiance était incroyable ! Ce fut une vraie fête. ■

Propos recueillis par
Christine De Naeyer et Richard Kalisz

Pour obtenir plus d'informations :

Pianofabriek — 35 rue du Fort

1060 Bruxelles — Tél. : 541 01 70

E-mail : depianofabriek@vgtc.be

Les workshops hip hop se tiennent les mercredis, les samedis après-midi et les jeudis soirs.

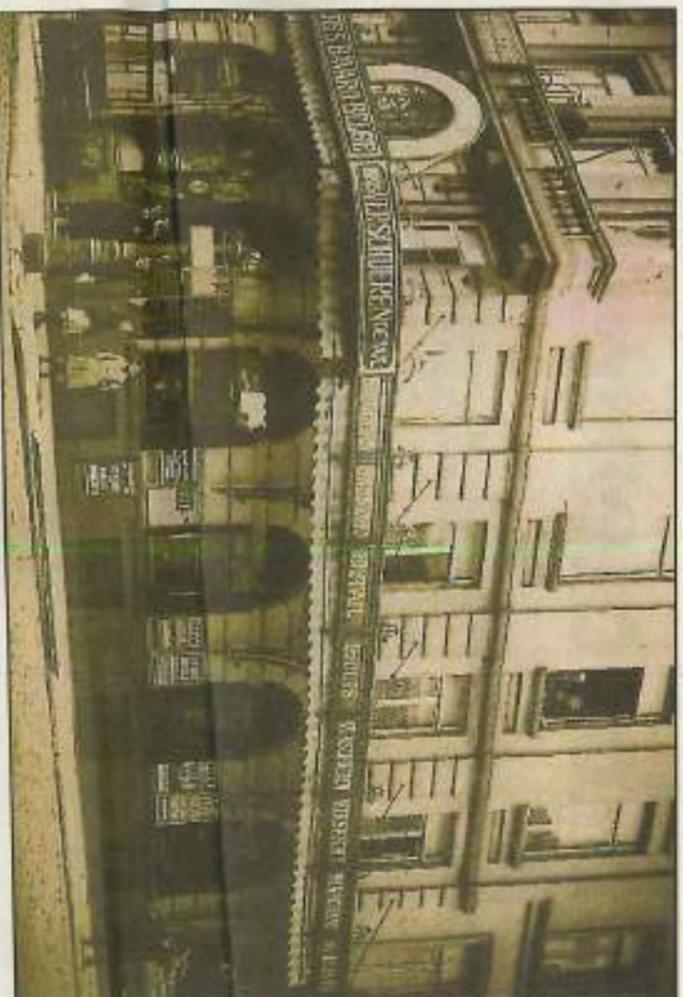
Adresse internet : skoolofhiphop@pi.be

La brasserie Verschueren

Des supporters de foot aux «bourgeois bohêmes»

Dans sa rubrique "Place publique", le numéro 3 du Village Mondial publiait l'été dernier le premier volet d'une enquête consacrée aux lieux les plus réputés de la vie associative saint-gilloise. Thierry Van Campenhout y avait brossé un tableau impressionniste et coloré du café de l'Union. Le deuxième volet est dédié à la célèbre brasserie Verschueren, dont la renommée a depuis longtemps dépassé nos frontières communales.

La différence de mon collègue de la rédaction qui semblait fort bien connaître les habitudes de l'Union, je me suis trouvé ici en terre inconnue. Moi qui habite Saint-Gilles depuis un quart de siècle, j'ai eu la surprise de ne trouver chez Verschueren aucune personne de connaissance. Ces lieux m'étaient pourtant autrefois familiers : mais il faut dire que je ne les avais plus fréquentés depuis longtemps. Le décor est bien tel qu'autrefois mais le public n'est plus le même. Considérablement rajeuni, il affiche une allure sympathique et décontractée. Des cheveux longs, des barbes nais-



> La Brasserie avant sa transformation de 1933

nous adresser leurs témoignages à propos de leur café préféré. Nous nous ferons un plaisir de les publier.



> La famille Verschueren et leurs amis

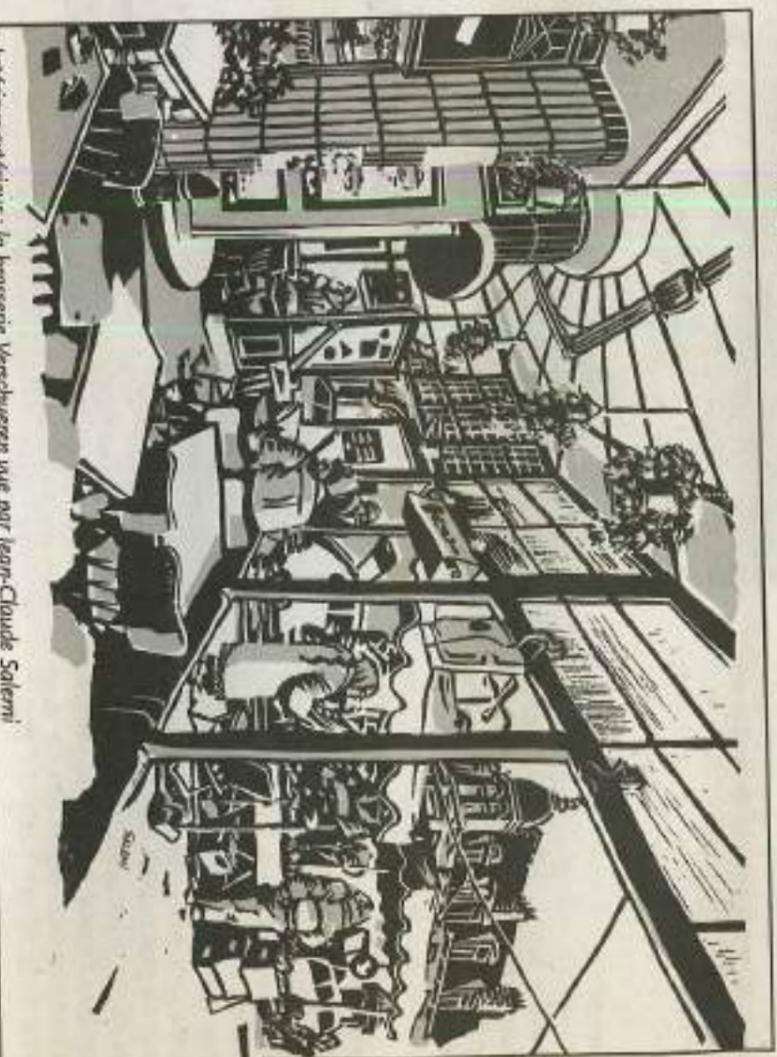
santes ou volontairement mal entretenues, quelques crânes rasés, parfois coiffés d'un petit chapeau d'origine africaine, des vêtements dont l'aspect négligé a été soigneusement étudié. Tout ce monde se connaît et s'embrasse. L'ambiance est conviviale, chaleureuse même; la musique est diffusée en sourdine pour ne pas troubler les discussions apparemment très animées. Il y a des journaux à consulter, pour autant qu'on trouve une place, car les habitués sont nombreux, même à la terrasse en ce mois de novembre où la température est restée clémente. Selon des avis autorisés, le public qui fréquente la brasserie Verschueren appartient à la catégorie des "bo bo" ou bourgeois bohêmes. Faute de temps et pressé par les détails de parution, je n'ai pu étoffer ces observations fort succinctes par des interviews circonstanciées. Au cas où ils liraient ces lignes, j'invite les habitués de la brasserie à

Par ailleurs, en ce lieu imprégné d'histoire, il était indispensable de parler aussi d'un passé qui, même s'il est révolu, reste assez proche de nous. Pour ce faire, j'ai interrogé Patrick Debouverie, échevin des classes moyennes qui, par sa mère, descend du fondateur de la brasserie Verschueren. En commentant de belles photos anciennes, il a évoqué pour les lecteurs du Village Mondial quelques aspects de l'histoire de ce café fameux dont les débuts remontent à 1880. A cette date, Louis Verschueren qui était brasseur à la rue de l'Eglise (n°65) et fabriquait les bières bruxelloises traditionnelles, ainsi que

diverses liqueurs de fruits, prit l'initiative d'ouvrir le café pour contrôler à la fois la production et la distribution. Dans la suite, la brasserie fut transférée à la rue Guillaume Tell (n°57-59). En 1933, d'importantes transformations sont entreprises dans le café et lui confèrent l'aspect qu'on lui voit encore aujourd'hui : la marquise vitrée qui abrite la terrasse, les boisées (créées par l'ébéniste Lepage de la rue de l'Eglise), les luminaires, les vitraux, tout un ensemble nettement marqué par le style Art Déco à la mode. Seul le bar a disparu pour faire place à l'actuel comptoir (début des années 60 ?). Jusqu'en 1986, le café est géré de père en fils par les Verschueren, le dernier exploitant étant Roger que beaucoup de Saint-Gillois connaissent bien.

Pierre-Paul Dupont

En semaine, comme le dimanche, du matin jusqu'au soir, le café était toujours plein. Parmi les principaux habitués, on trouvait les supporters et les membres de l'Union Saint-Gilloise. Le vendredi soir était leur moment favori de réunion; ils formaient des tables de joueurs de cartes et les commentaires et pronostics allaient bon train. Le dimanche, les retours de matchs, heureux ou malheureux, ou Roger Verschueren ou Roger tenait soigneusement à jour le grand tableau des résultats de football qui ornait toujours le mur du fond. Le samedi et le dimanche midi se déroulaient les apéritifs du marché et, une fois par an, lors de la traditionnelle braderie des fêtes de septembre, on ouvrait un stand des vins qui avait belle réputation. La brasserie possédant aux étages plusieurs salles, où se réunissaient les associations, offrait aussi aux partis politiques d'y tenir leurs assemblées. Il n'était pas rare, au sortir de ces réunions, de voir les membres de formations opposées se retrouver dans la salle du café. Et parfois, on voyait débarquer des notables du monde politique bruxellois, comme Henri Simonet ou Paul Vanden Boeynants. Sait-on que la brasserie Verschueren a également servi de lieu de réunion pour les membres de la police qui faisaient partie de la résistance ? Au total : un haut lieu de la démocratie locale. ■



> Intérieur extérieur : la brasserie Verschueren vue par Jean-Claude Salermi

■ A propos de la Brasserie de l'Union : 2ème, et provisoirement, dernier épisode

«Vu et lu dans la presse locale et internationale»

● Repère d'artistes de tout poil, de fans de foot agglutinés dans les anciennes brasseries Verschueren et de l'Union (réputée pour son ample brassage de populations de tous âges et de toutes catégories...), Saint-Gilles oscille entre populisme de bon aloi et branchitude anodine.

Mais qu'ils y trouvent de si exceptionnel. Mais c'est peut-être ce qui résume le mieux un vrai bistrot de tribu. Il n'a absolument rien de spécial à part sa bande d'habitues (voir aussi "El Meteko"). In "Bruxelles et les bonnes adresses en

● "El Meteko" - "La tribu saint-gilloise (voir l'Union) s'offre des vacances à Anspach plage et rejoint la mouvance Centre-Ville dans un bar "à la bruxelloise" où le Gotha des stars locales (journalistes rock avinés, photographes en mal de pelote et autres piliers de comptoirs universels vient (...)). L'ambiance nous ravit une fois de plus." In "Bruxelles et les bonnes adresses en Brabant wallon", rubrique "Les Rendez-vous de la Tribu", p. 53. Collection "Le petit Futé", Ed. Néocity, 2000.

● "Parmi les initiatives de la Saint-Sylvestre, signalons encore le réveil organisé à la Brasserie de l'Union, haut lieu du Paris de Saint-Gilles". In O.J.N., pour "Objet Journalistique Non Identifié" (sans doute "La Lanterne" ou "La Dernière Heure-Les Sports").

● "IEDEREEN WELKOM IN MULTICULTURELE CAFÉS. "L'Union in Sint-Gillis vormt daar een welkome uitzondering op. Er komen namelijk jongeren van Marokkaanse origine en een groep musici uit Senegal heeft er een vaste tafel. Kortom multiculturaliteit. - In "Tram 81", non-date.



> La brasserie de l'Union, linogravure de Marina Purissant. Atelier «Cartographie de quartiers» aux Ateliers de la Banane

● "L'Union".
Tél. : 02/538.15.79 - Paris de St-Gilles, 55-1060 Bxl - "Drôle de tribu que celle-là. Difficile à cerner puisqu'aussi vaste que protéiforme, elle regroupe ceux qu'on appelle (sans se moquer, c'est promis) les "artistes st-gillois". Musiciens, étudiants en cinéoché, glandeurs professionnels... tous se retrouvent à l'Union avec une régularité qui évoque parfois le réflexe pavlovien. Difficile à décrire aussi ce

Brabant Wallon", rubrique "Les Rendez-vous de la Tribu", p.53. Collection "Le petit Futé", Ed. Néocity, 2000.

L'église au milieu du village

Qui à Saint-Gilles connaît la signification de ce terme "parvis" désignant un haut lieu de la vie quotidienne locale ? PARVIS : nom masculin (du latin paradisum, paradis). Espace qui était autour du tabernacle dans le temple de Jérusalem. Place devant la grande porte d'une église. Telle est la définition donnée à ce mot par le dictionnaire Larousse.
Récemment réouverte au public, après d'importants travaux de restauration, l'église Saint-Gilles a retrouvé sa valeur architecturale : une large porte vitrée s'ouvre sur le parvis et laisse entrevoir l'activité religieuse qui se déroule à l'intérieur. Lors des récentes journées du patrimoine, le public a pu apprécier les qualités de cet édifice qui fut longtemps décrit, comme beaucoup d'autres témoins de l'architecture de style néo-romane du 19ème siècle.
Selon certains historiens, l'église actuelle de Saint-Gilles serait la quatrième à avoir été construite sur le territoire de la commune :

pour d'autres, elle ne serait que la troisième. La décision d'édifier ce temple fut prise pour s'adapter à l'accroissement continu de la population saint-gilloise dans la seconde moitié du 19ème siècle. Au recensement de 1891, la commune comptait 1.986 habitants ; à la fin de l'année 1867, ils étaient 11.098.
Cet édifice d'inspiration néo-romane est l'œuvre de l'architecte Victor Besme, urbaniste réputé. Son projet fut adjugé le 6 décembre 1865.



> Au portail, un épisode de la vie de Saint-Gilles

L'église a été conçue en deux parties : l'avant-corps, profond de 8 mètres, est entièrement en pierres blanches de France ; le reste est réalisé en matériaux locaux, la brique du pays. La façade d'inspiration romane est percée d'une large porte surmontée d'un tympan en plein cintre orné d'un relief sculpté représentant un épisode de la vie de Saint-Gilles. Des verrières et une rosace à 8 meneaux et de 4 mètres de diamètre éclairent la nef centrale. Une tour car-

rée de 37 mètres de hauteur et une flèche qui porte la croix à 57 mètres donnent à la façade un élan considérable.

Fermée pour cause d'insécurité, l'église a été classée par la Commission des Monuments et Sites et finalement restaurée. Dégagées des échafaudages qui l'entouraient, elle a retrouvé sa place au milieu du village.

Mustapha Hidoui,
Comité de défense de Saint-Gilles

● Interviews en direct du studio du Parvis: Bart, patron de l'Union, accompagné de son adorable petite fille Inès - Mercredi, 14h15 - TVC. : Alors, Bart, pourquoi cette mauvaise réputation... et qu'as-tu à dire pour ta défense ? - Bart: Il y a quelques années, nous avons ouvert un nouveau café dans le Centre-Ville ("El Meteko", voir rubrique "Vu et lu dans la presse"). Ça nous a pris beaucoup de temps et d'énergie. Mais cela dit, tout Saint-Gilles a la réputation d'être une commune d'artistes. Ceux-ci sont souvent identifiés ou considérés comme des "révolutionnaires qui hurlent dans les cafés". Moi, mon objectif, c'est d'être le patron d'une brasserie conviviale toute simple, ouverte sur le quartier (Bart organise régulièrement des concerts, notamment dans le cadre du Marché du Parvis), un lieu où on essaie de laisser entrer tout le monde, sans discrimination ! Une seule réserve à cela, celle de n'accepter que les gens qui ont le respect des autres. - TVC. : Une brasserie...sans bagarres ? - Bart : C'est possible, mais cela ne va pas de soi. Il faut souvent intervenir et je suis obligé de jouer le rôle du méchant ! Je n'aime pas ça !

● Medhi Boukhan, de la Librairie du Parvis, située juste en face de la Brasserie de l'Union - Lundi, 19h40 - TVC. : Pour toi, Medhi, c'est quoi l'Union ? - M. B. : Eh bien, déjà, ils m'apportent le café le matin ! Ensuite, ce sont de bons clients car ils nous achètent 6 quotidiens par jour pour les mettre à disposition des clients.

Quelques "Vérités" et définitions "unionistes" éternelles, glanées çà et là au hasard des 22èmes "Rencontres philosophiques de l'Union" :

● Ancien client de l'Union (il y a quand même quelques temps déjà), Jacques Brel disait : "Ah, boire une soupe à l'Union, c'est comme manger une fille chez Eugène, là où y a du plaisir, y a pas de gêne !" (Extraits de la chanson "Jacques Brel disait", n° d'enregistrement SABAM X39033Y|B@marquises.com)

● Farid Sahli, Directeur du Centre Sportif de Saint-Gilles et Administrateur de l'Ecole des Jeunes de la Royale Union Saint-Gilloise - TVC. : Quelle est la différence entre l'Union le jour et l'Union la nuit ? F.S. : Il fait noir !

Ce qu'il fallait démontrer.

De votre envoyé spécial,
Thierry Van Campenhout

■ Pouvoir prendre parti en aidant les jeunes à se défendre

Médiation scolaire et parcours du combattant

Lors de la dernière livraison du « Village Mondial », Francis Dewez qui a été engagé comme médiateur social par la Commune de Saint-Gilles depuis 1992, pour travailler avec les parents et les jeunes des quartiers en difficulté, pour tenter de les remettre en lien avec les pouvoirs locaux, l'administration communale ou d'autres services, et qui ensuite est devenu médiateur scolaire, nous a largement explicité, et la fonction, et le service proposé. Nous y revenons aujourd'hui avec le récit d'un cas exemplaire.

Rapprocher les parents des écoles, c'est être attentif à les considérer comme partenaires égaux.

À travers la diversité des situations, la médiation scolaire est interpellée par les difficultés que rencontrent certains parents, souvent d'origine modeste, dans leurs relations avec les établissements scolaires et les organismes concernés. Illustrons ce propos par les mésaventures d'un père qui n'est parvenu à obtenir ce que la loi lui garantissait que par une aide extérieure.

Monsieur A. est venu me trouver à la rentrée des classes. Par regroupement familial, son fils qui a 14 ans, est arrivé de l'étranger il y a un an. Sur le conseil de connaissances, son père l'avait inscrit dans un établissement d'enseignement individualisé (enseignement spécial). Il est vrai qu'il s'avère souvent difficile de trouver une classe pouvant accueillir un enfant venant de l'étranger en cours d'année scolaire, car les classes adaptées aux « primo-arrivants » sont trop peu nombreuses. Mais rapidement son fils s'est senti en difficulté dans cette école qui ne correspondait vraisemblablement pas à ses besoins pédagogiques et éducatifs puisqu'il ne manifestait pas les lacunes qui justifient un parcours scolaire de ce type. Le père a donc désiré le changer d'école en faveur du réseau d'enseignement dit « ordinaire ».

Mais pour ce faire, il devait nécessairement obtenir une attestation du Centre PMS. Ce document indiquait l'avis

du Centre quant au retour de l'élève dans l'enseignement ordinaire. Cependant, en cas d'avis défavorable, les parents restent libres de choisir l'enseignement ordinaire. Encore faut-il connaître le système et les réglementations.

Etrangement, le PMS était défavorable au retour de son fils dans l'ordinaire. Il tergiversa, fournissant des adresses d'écoles d'enseignement individualisé au lieu de l'attestation demandée. Lorsque le père s'en aperçut, on finit par lui remettre l'adresse d'une école d'enseignement ordinaire, mais toujours sans l'attestation légalement requise. De fait, il est donc placé dans l'impossibilité d'inscrire son fils ailleurs que dans l'enseignement individualisé.

Pour débloquer la situation, il s'agit de lui expliquer la réglementation du passage de l'enseignement individualisé à l'enseignement ordinaire, en quoi consiste la différence entre ces enseignements, quels sont ses droits et obligations, et aussi quel est le rôle des institutions (PMS, écoles). Reprenant ses démarches, mais sans résultats, c'est finalement l'envoi par nos soins d'une lettre au PMS qui lui permet d'obtenir enfin l'attestation souhaitée. Il est alors en mesure d'exercer ses droits et le conseil d'admission d'une école d'enseignement ordinaire accepte l'inscription de son fils, comme le prévoit la réglementation.

Ce n'est pas l'avis défavorable au retour de son fils dans l'enseignement ordinaire qui pose ici problème, mais l'impossibilité dans laquelle le père était de faire valoir ses droits par incompréhension du fonctionnement et par le fait qu'avant de contacter la médiation scolaire il se heurtait au seul regard du Centre PMS. Par le service rendu, un autre angle de vue reste possible. Ainsi, rapprocher les parents de l'école, c'est aussi être attentif à les considérer comme partenaires égaux, à part entière, les informant aussi bien de leurs droits que de leurs obligations. Il est donc essentiel que la différence de niveau d'étude et de position sociale entre certains parents et le milieu scolaire ne puisse engendrer une relation hiérarchisée. ■

Francis Dewez

Brèves

BRUXELLES, TOUJOURS PLUS DE DEFAVORISES

Un nouveau rapport le confirme : Bruxelles s'appauvrit toujours davantage que le reste du pays. Trente-cinq mille personnes dépendent du minimum à Bruxelles. Cela correspond à 3,5 % de la population de la région.

C'est une des conclusions significatives du septième rapport sur l'état de la pauvreté portant sur l'année 1999 et qui vient d'être publié.

Ce document, réalisé par l'Observatoire bruxellois de la santé, relève que la dualité — quartiers ou communes riches / quartiers ou communes pauvres — dans la capitale a conduit à l'appauvrissement de toute cette région par rapport au reste du pays.

Et ce résultat affligeant s'obtient malgré les initiatives, soit institutionnelles, soit associatives, de lutte contre l'exclusion.

On n'ose pas s'interroger de ce qu'il adviendrait si celles-ci n'existaient pas. En tous les cas, comme dirait le médecin, de nouveaux remèdes s'imposent.

Sur le terrain

EXPRESSION SPORTIVE

Une action spécifique : Comment et pourquoi renforcer le sport au féminin

Depuis juin 2001, au Centre Sportif, s'est mis en place un projet qui en est au stade expérimental. Six communes considérées comme « sites-pilotes » sont reliées entre elles par une activité de volley-ball à destination des jeunes filles âgées de douze à dix-huit ans. Saint-Christian, Perwez, Ath, Seraing, Yvoir et Saint-Gilles tracent un axe à la fois sportif et culturel, puisque ce développement physique et ludique au féminin, inclut la réalisation par les protagonistes d'une vidéo sur l'ensemble de l'expérience.

Une première phase s'est conclue début décembre lors d'une manifestation — rencontre à Ath. Elle a été précédée d'une démonstration de « Beach Volley » à Yvoir et d'initiations le 16 septembre à Saint-Gilles, comprenant une rencontre avec les autres sites pilotes, qui fut un véritable succès, au cours de laquelle on a pu procéder à l'échange et la vision de la première vidéo réalisée par chaque site.

Wladie Jordens, animatrice d'aérobic et de danse, responsable aussi du lancement d'expression sportive, nous explique la raison d'être de cette action et l'intention première, car, au fond, n'est-il pas singulier d'avoir voulu mettre sur pied du volley-ball spécifiquement féminin ?

— En fait, le projet a été impulsé et pensé par le cabinet du Ministre Rudy Demotte qui a constaté que le sport restait peu pratiqué par les femmes en regard de l'importance numérique de l'investissement masculin. Il s'agit donc d'une première sensibilisation pour arriver un jour à un équilibre. D'autre part, il y a également l'objectif qu'une coordination de sites-pilotes aboutisse à une circulation des idées et des personnes. Il existe donc au départ la bonne intention d'entreprendre une démarche égalitaire.



> Entreprendre une démarche égalitaire

Mon est-ce que l'intitulé « expression sportive » ne prête pas à confusion ?

— Il se justifie par le complètement culturel qui prendra la forme d'une réalisation vidéographique. Mais c'est vrai que parfois le public se méprend, pensant qu'il s'agit de danse ou d'expression corporelle. On réfléchit actuellement à modifier éventuellement cette dénomination.

Comment as-tu été amenée à prendre ce projet en charge. Qui est Wladie Jordens ?

— J'ai tout simplement tenu une licence d'éducation physique et à la sortie de mes études, je me suis orientée vers l'expression en créant ma propre asbl « Wladie Evolution » qui donnait des cours de danse dans différentes écoles, m'occupant de psychomotricité et donnant aussi le soir des cours de claquettes. Jusqu'au jour où j'ai trouvé ma place au Centre Sportif qui m'a offert d'y développer ma spécialité à savoir « la danse aux enfants ».

C'est-à-dire ?

— J'ai écrit un mémoire sur cette question. Il souligne qu'en mettant l'accent sur les règles et les techniques de la danse on peut faire beaucoup de dégâts, car avec des méthodes trop dures et purement techniques on détourne les jeunes de ce moyen d'expression. Dès lors, j'ai préconisé et établi les règles d'une liberté corporelle plus grande qui prend appui sur la musique pour développer prioritairement un bien-être, permettant ensuite de dégager les techniques nécessaires. Donc, naturellement, un profet nommé « expression sportive » est de mon ressort. Mais il faut insister qu'en ce qui le concerne, tout reste à inventer. Et pour l'inscrire correctement dans la durée, il sera nécessaire de poser les bases d'un subventionnement plus approprié.

A NOTER I DES NOUVELLES POSSIBILITES AU CENTRE SPORTIF

Cours de danse pour dames, trois fois par semaines, pour adolescents et pour enfants, tous les mercredis après-midi.

Cours de claquettes pour adultes, tous les lundis de 17h30 à 18h 30.

Cours de psychomotricité, à destination des 3 à 6ans, tous les mercredis après midi.

Plus de renseignements : Centre Sportif, rue de Russie 41, 1060 Bruxelles, cellule animation : 02 538 81 04

A l'école de l'expression et de la créativité

■ A l'Athénée Royal Victor Horta, une politique originale d'intégration et de socialisation des jeunes par le théâtre



Cela va faire bientôt cinq ans que les élèves de cette école de Saint-Gilles (rue de la Ribouque 16) réalisent avec leur professeur, Frédéric Sinot, des spectacles de théâtre. Leur atelier fonctionne le vendredi après-midi, lorsque les cours sont terminés. Plusieurs jours des vacances de Pâques sont consacrés à la mise au point définitive du spectacle avant sa présentation au public. Tous les élèves inscrits dans le projet sont au rendez-vous. Ce n'est pas banal !

Cette expérience qui s'avère de plus en plus riche est reconduite cette année avec des élèves "pétro-arriérés" (adolescents âgés de 14 à 16 ans), qui, pour la plupart, ne connaissent pas le français. Avant d'arriver chez nous, plusieurs d'entre eux ont vécu des moments étonnants. Leur intégration au sein de notre mode de vie, et plus particulièrement dans celui de l'école, exige de la part des enseignants des réflexions de créativité pédagogique. Ici, on leur fait sans découvrir que le théâtre est un merveilleux moyen d'apprendre en s'amusant, on leur redonne confiance, on les socialise dans le respect des différences individuelles, on leur donne tout ce qu'il faut pour maîtriser des moyens d'expression.

Le projet conçu cette année est intitulé "Ultimate" : il est inspiré du célèbre "En attendant Godot". Les jeunes écrivent le texte, réalisent les décors et assurent tout les rôles, ils présenteront leur création au public à la fin de l'année scolaire. Le titulaire de la classe, Frédéric Sinot, les guide et s'est assuré de la collaboration efficace de professionnels du théâtre (Madaline Tessier, comédienne et metteur en scène), de l'écrivain (Bernot Coppé, romancier et poète) et de l'impressionniste graphique (Nicolas Viot, dessinateur et illustrateur). L'atelier de théâtre de l'Athénée Victor Horta est soutenu par la Commission communautaire française (COCOF). Nous rendrons compte de cette belle aventure dans une prochaine livraison du Village Mondial.

Philippe-Paul Duryont

Projeté récemment au Centre Culturel Jacques Franck : D'UNE RUE À L'AUTRE, un film réalisé par Alain Moens

D'une rue à l'autre, un documentaire imaginaire réalisé à partir d'un travail d'adobes de Bénédicte Vermeulen avec les jeunes dans leur quartier à Bruxelles, à travers trois parcours de jeunes à Bruxelles, à Tunis et à Dakar.

La dynamique et le processus les révoltent fondamentalement, tout en faisant émerger leur différence de vies et de parcours.

Les jeunes de Bruxelles inventent leur identité à quelques minutes d'habitations sociales, ou ils manifestent leur appartenance en même temps que leur non-intégration au reste du quartier, plus aisée.

Les jeunes de Tunis circulent en commissoirs dans le labyrinthique qu'est la Médina, un quartier "enfants adults".

Alline



> Ma ville ou l'envers d'inverser les signes !

Moens : « Je propose un travail métaphorique, de la parole image, je rencontre des jeunes qui ont l'impression de dire quelque chose d'assez banal et de ne voir finalement pas où ils grandissent, finalement, en utilisant un langage imaginaire, comme « ma ville est un chat blanc à la patte », ça donne tout de suite une autre sensation que de dire « ma ville est un chat qui a attrapé trois poissons ». Cela commence comme ça, c'est un peu comme un jeu, on explore, chacun dit des phrases, et on comprend intuitivement ce langage "vrai". »

« La fin d'animation par rapport à la prise de vue réelle dissocie et re-socose tous langages de création : l'image, le mouvement et le son. Ainsi je propose d'utiliser ces trois espaces d'expression pour donner un sens. C'est à nouveau une manière métaphorique de rendre au « réel » ses multiples dimensions. »

«D'une rue à l'autre» - documentaire imaginaire - 44 minutes - Réseau SP
Production/Édition : Atelier Graphique - 2000
Contact : Genevieve Antoine
11 rue de la Ribouque - 1050 Bruxelles - Tél. : 02 57 31 74
pmp@skynet.be

SERVICE DE PROXIMITÉ

■ L'Espace Rencontre à Saint-Gilles, lieu d'accueil et d'accompagnement des familles en conflit

Pour éviter une fracture dans la vie de l'enfant

Finaliste du prix belge de prévention de la criminalité, doté d'une somme de 25.000 francs qui seront insufflés dans le projet toujours à court de financements, Espace Rencontre accueille parents et enfants pour un travail de médiation, en cas notamment de divorce, de mésentente, de violence familiale. Situé au sein de la Maison de la Famille, dans une grande pièce remplie de jouets de couleurs vives, l'Espace Rencontre invite à se sentir à l'aise. Novateur et dynamique, ce projet, véritable cheval de bataille de Anne Vansse, fondatrice et présidente de la Maison de la Famille, est très justement solué cette année par le Secrétariat permanent à la politique de prévention.

Ce prix de prévention de la criminalité apporte ainsi une reconnaissance morale à ce centre dirigé par Isabelle Grandjean, qui n'est toujours pas reconnu par le Ministère de la Justice, malgré un important travail sur le terrain, sous prétexte qu'un seul centre peut être pour Bruxelles : celui d'Etterbeek. Pourtant, Espace Rencontre Saint-Gilles se voit solliciter de toutes parts : par la justice, par le planning familial, le CPAS... C'est dans cette salle que l'enfant, qui a perdu le contact avec ses proches, sans trop savoir pourquoi, subissant les conséquences de conflits entre adultes, sans en connaître les fondements, va rétablir un lien avec eux. En fait, il s'agit d'offrir une zone neutre pour favoriser les retrouvailles. Aussi on y trouve même une cuisine, pour que les

parents qui le désirent puissent revoir leur enfant dans une atmosphère plus saine, un samedi ou un dimanche soir (sur réservation), toujours dans le cadre d'un travail de médiation. Car Espace Rencontre n'offre bien évidemment pas qu'un lieu aux familles en difficulté relationnelle : Espace Rencontre c'est aussi une équipe de professionnels qui préparent ces moments communs, en dialoguant individuellement avec chaque parent et avec l'enfant qui pourra poser toutes les questions qu'il veut, faire part de ses doutes, ses angosses, ses envies.

A l'origine du projet, il y a la défense des droits fondamentaux de l'enfant, considéré comme une personne à part entière, dans le respect de son individualité et avec le souci de son devenir. Pour l'équipe d'Espace Rencontre, l'enfant a le droit de vivre une relation affective avec chacun de ses parents et grand-parents ou toute personne titulaire d'un lien équivalent. On ne peut lui demander de choisir entre les uns et les autres, et encore moins, laisser d'autres choisir pour lui ! Ces relations, insiste-t-on ici, sont essentielles à la structuration de la personnalité : « La famille est la cellule de base dans laquelle se structure l'individu et organise sa dimension "d'être social". Notre société ne peut ignorer la situation des enfants qui vivent l'éclatement de leur famille d'origine. L'enfant est de taille car la restauration des liens familiaux est préventive au niveau des individus de multiples troubles psychologiques, psychosomatiques, du comportement et/ou de l'adaptation sociale tels que fumeurs, drogue, passages à l'acte délinquant, comportements abusifs et difficultés à être « parent ». Au niveau des familles, il s'agit d'entamer un cycle

C.D.M.

L'Espace Rencontre
Maison de la Famille asbl
22, Rue de Boonie - 1050 Bruxelles
Tél. : 02/539 34 43

Entretien avec Alii Yousfi, médiateur social

Fournir une aide concrète aux personnes régularisées à Saint-Gilles

Alii Yousfi a été engagé dans le cadre du Contrat de Sécurité comme médiateur social à la Commune de Saint-Gilles en avril 1998, pour améliorer l'accueil du public au sein des pouvoirs publics locaux.

Commune, CPAS et Police. Lors de ses permanences (les lundis, mercredis, vendredis entre 8h et 19h ou sur rendez-vous), il reçoit le public pour des problèmes très concrets, relatifs notamment au droit des étrangers dans lequel il s'est spécialisé. Il s'occupe aussi de concertation, d'information et veille à l'implantation de projets

innovants, comme le projet d'aide aux personnes régularisées saint-gilloises, une initiative unique en son genre, qui lui tient fort à cœur, et dont il nous entretient plus avant.

... VOUS RECEVEZ BEAU-COUP DE PERSONNES QUI SE RENDENT AU SERVICE DES ÉTRANGERS DE LA COMMUNE. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ AVEC LA CAMPAGNE DE RÉGULARISATION ?

Mon bureau se trouve juste à côté de ce service, ce qui explique sans doute

le fait que je reçoive beaucoup de personnes pour des problèmes liés au droit des étrangers. Au niveau de la campagne de régularisation sur Saint-Gilles, nous avons fait un important travail en amont en démarchant auprès des associations, rencontrant les gens, pour qu'ils connaissent les critères et les catégories de personnes concernées par l'artèle royal. Cette démarche était audacieuse, d'autant que nous n'ignorons pas la méfiance des personnes en séjour irrégulier à l'égard de l'administration : elles avaient très peur de se rendre à la commune pour se renseigner sur leurs droits, vu la précarité de leur situation. On a fait venir des

responsables du milieu associatif pour nous aider à compléter les dossiers de



[Suite de la page 14]

demandes de régularisation. En aidant les gens à préparer leur dossier, on leur faisait gagner beaucoup de temps : quand ils passaient au Service des Etrangers, il ne leur restait plus qu'à introduire leur dossier, ce qui prenait 5 minutes. Dans beaucoup d'autres communes, ce sont les agents du Service des Etrangers qui préparaient les dossiers, ce qui provoquait des files d'attente énormes. Ainsi, préparant le terrain comme on l'a fait, on a évité aussi que des dossiers soient incomplets et on a pu réduire les risques de refus de candidatures.

L'édition d'une brochure-référence



> Un excellent *Wade-mercum*, expliquant en toute clarté les droits des régularisés et comment utiliser les services en place.

... COMMENT VOUS EST VENUE L'IDÉE D'UNE BROCHURE POUR PERSONNES RÉGULARISÉES ?

Le Centre pour l'Égalité des Chances nous a informé qu'une bourse de la Fondation Roi Baudouin allait être accessible à toutes les organisations qui souhaitaient apporter une aide concrète à des personnes régularisées. Sur les 45 projets déposés, nous étions la seule commune à introduire une demande, à laquelle nous avons associé le Centre Familial Belgo-Immigré qui s'occupe beaucoup des primo-arrivants. Les autres demandes émanant toutes d'associations, d'ONG communes pour leur défense des droits des étrangers. Nous avons reçu la totalité du budget que nous avions demandé, à savoir 315.000 francs, destinés à couvrir les frais d'édition, de logistique et d'envoi d'une brochure trilingue (français, néerlandais et anglais), comprenant des adresses d'associations et de services de l'administration communale, classées par catégorie : on y trouve notamment des références en matière d'emploi, de logement, de scolarité des enfants.

... VOUS PRÉVOYEZ AUSSI DES GROUPES DE TRAVAIL ?

Lorsqu'une personne reçoit sa carte d'identité au Service d'accueil des Etrangers, on lui donne aussi la brochure, ainsi qu'un petit calendrier d'invitations à des réunions mensuelles d'information au CPAS. Des dates sont déjà fixées pour les mois de décembre - janvier et jusqu'à juin, car on est conscient que la campagne de régularisation va se prolonger. Après une séance de présentation et d'informations générales,

on oriente les personnes vers 5 ateliers de travail thématiques, selon leurs priorités du moment : emploi, logement, scolarité (systèmes scolaires et activités parascolaires), problèmes sociaux d'ordre général (aide à la recherche d'emploi, allocations de chômage ou aide sociale du CPAS, ...), de santé, et des questions d'ordre juridique (statut, séjour, nationalité...). Dans ce dernier groupe, on informe aussi sur le mariage, sur les possibilités de regroupement familial : des personnes régularisées sont peut-être mariées, elles ont peut-être des enfants ou un conjoint à l'étranger qui elles voudraient faire venir ici. On explique comment préparer un dossier de visa, comment obtenir une carte de 5 ans, comment obtenir la nationalité belge.

Un projet pilote

... QUELS SONT VOS PARTENAIRES POUR CE PROJET D'ENCADREMENT DES PERSONNES RÉGULARISÉES ?

On y a associé le CPAS qui a une mission de coordination du tissu social au niveau de la commune. C'est lui qui s'est proposé de participer aussi financièrement, en prenant en charge les frais de logistique et d'accueil. C'est un projet pilote qui n'existe nulle part ailleurs en Belgique. Toutes les associations qui le souhaitent peuvent apporter leur prospectus et s'associer au groupe de travail. Plus de 450 institutions ont déjà été invitées à participer, notamment toutes celles qui se trouvent dans le Reliévé social de Saint-Gilles.

... VOUS PARLEZ DE TRAVAIL À LONG TERME ET D'AMÉLIORATIONS CONCRÈTES DU STATUT DE RÉGULARISÉS GRÂCE À CES GROUPES DE TRAVAIL ?

Grâce à ces séances on peut en effet mieux évaluer quels sont les problèmes concrets auxquels les personnes sont confrontées et tenter d'y apporter une réponse, en interpellant les ministres concernés. Ce projet a d'ailleurs déjà des retombées : auquels nous ne nous attendions pas, concernant des problèmes que le législateur n'a pas prévu, comme la carte d'identité des régularisés (que l'on n'a pas créée pour eux : c'est une carte qui existait déjà car c'est le certificat d'inscription au Registre des Etrangers), au dos de laquelle il est indiqué que la personne ne peut avoir une activité lucrative. Or, les personnes régularisées étant dispensées de permis de travail, elles ont le droit de travailler sans permis ! Tel quel, ça peut servir d'argument de refus de la part d'un futur employeur. Si le problème est purement technique, il est très handicapant. On a pu le relever en séance d'information et on en a référé au Ministre de l'Intérieur : une demande a été faite au ministre, afin de signaler aux bourgmestres et à leurs collègues, de mettre une petite apostille sur la carte d'identité et un cadret, précisant que ces personnes ne sont pas soumises aux permis et qu'elles ont le droit de travailler. Une initiative au niveau communal aura donc des répercussions sur l'ensemble du pays !

Propos recueillis par
Christine De Maeyer

Alli Youfi — Hôtel de Ville
39 Place Maurice van Meenen — 1060
Bruxelles — Tél. 02/536 69 27 —
Fax : 02/536 02 02
e-mail : allyoufi@stgilles.intinet.be
site internet : www.stgilles.intinet.be

Lire et écrire

La reconnaissance d'un travail d'alphabétisation ou comment l'apprentissage est d'abord une affaire de sens. Par Anne Chantal Denis, coordinatrice de Lire et Ecrire Bruxelles.

Saint-Gilles, c'est au Collectif Alpha qu'a démarré l'alphabétisation en 1969. Mais elle s'est surtout développée à partir de 1984 avec la création de Lire et Ecrire. Il y a 60 centres d'alphabétisation à Bruxelles et en tout 150 en Communauté Française. Malgré la scolarité obligatoire depuis 1914, il reste un nombre relativement impressionnant d'analphabètes. Et ce ne sont pas seulement des étrangers, mais aussi des autochtones. De quelques dizaines de personnes qui suivaient des cours en 1970, on est passé à 8000 personnes en 2000. A Bruxelles, les centres de cours peuvent en accueillir 3500. En Région bruxelloise, entre 1900 et 2000 demandes n'ont pu être satisfaites aux rentrées de septembre 2000 et 2001. La demande s'est accentuée avec le mécanisme de régularisation des étrangers qui a permis à tout un public de sortir de la clandestinité et d'avoir accès aux formations en insertion socioprofessionnelle. Ce manque de places a justifié l'opération « cartes postales » organisée au cours du dernier trimestre 2000 : les personnes qui ne trouvaient pas de place étaient invitées à remplir, à l'attention des Ministres compétents, une carte symboliquement illustrée. Mais cette année, le même scénario s'est reproduit : dès la première semaine de septembre, la majorité des centres d'alphabétisation affichaient « complet ». Et pour la première fois, à l'entrée de certains centres d'alphabétisation, des candidats apprenants ont exprimé avec violence leur déception et leur incertitude de ne pouvoir s'y inscrire faute de places disponibles. Ils ont exercé des pressions très fortes y compris sur les formateurs pour qu'ils essayent de trouver des solutions. Lire et Ecrire a travaillé avec eux.



> L'opération cartes postales comme manifestation d'un besoin vital

donc toutes les bonnes raisons de durcir le ton à l'égard des pouvoirs publics. La journée de l'alphabétisation 2000 a ainsi été l'occasion de revendiquer des besoins supplémentaires pour répondre aux besoins exprimés sur le terrain. Nous avons fait une demande officielle de 100 emplois supplémentaires pour l'alphabétisation à Bruxelles et avons été incroyablement surpris de constater qu'il y a eu 3 types de réponses allant dans le sens souhaité.

1) Le Ministre Eric Torman a accordé 90 emplois étalés sur 3 ans. C'est une réelle victoire pour la reconnaissance du secteur. Cela nous permettrait un redoublement extraordinaire de l'alphabétisation dans les 3 années à venir. On examine actuellement la meilleure manière de mettre cela en place. Le ministre nous a également demandé de lui soumettre un Plan de développement de l'alphabétisation sur Bruxelles pour le 31 décembre 2001.

2) Le Ministre Françoise Dupuis, en tant que ministre de la Promotion sociale, a décidé d'ouvrir 72 nouvelles classes d'alphabétisation en Région bruxelloise. Le collectif Alpha avait obtenu dans les années 87-88-89 qu'il y ait un programme d'alphabétisation agréé en Promotion sociale. Ces classes sont en voie d'ouverture, ce qui crée 180 places supplémentaires en alphabétisation.

3) Après au Ministre Hosquin, on a obtenu le soutien d'une expérience-pilote initiée par l'ERAP (École Régionale de l'Administration Publique à Bruxelles). Dans ce cadre, 54 heures des communales et des CPAS

de la Région bruxelloise pourront participer, sur deux ans, à une cycle intensif de remise à niveau de leurs compétences en français. En effet, l'engagement par les communes et CPAS de personnes peu qualifiées a mis en évidence des besoins en alphabétisation d'une portée de ce personnel. Ce projet de formation dans la fonction publique nécessitera un investissement important des communes obligées de libérer leurs travailleurs pour la formation organisée pendant le temps de travail. C'est là, la reconnaissance d'une valeur renouvelée de l'alphabétisation.

Voilà 3 percées importantes à Bruxelles — on n'avait plus connu cela depuis 10 ans — qui répondent à des problèmes sociaux. Il faut se rappeler que dans les années 60-70, il n'y avait aucune politique d'accueil des immigrés que la Belgique faisait venir et que les cours d'alphabétisation étaient donnés bénévolement. Ceci constitue donc une réelle prise de conscience de pouvoir public et témoigne d'une grande confiance accordée à Lire et Ecrire. On reconnaît notre savoir-faire et notre capacité à coordonner cette politique.

Mais il existe maintenant un problème supplémentaire : les analphabètes ou les personnes peu qualifiées vont être de plus en plus exclus de ce qui est devenu la grande préoccupation de tout le monde en Europe depuis la Conférence de Lisbonne, à savoir «La Société de la Connaissance pour Tous». D'où le soutien des Ministres Herquin et Torman à l'Asbl Bruxelles, pour créer des sites internet dans le secteur de l'alphabétisation. En effet, sur 46 centres d'alphabétisation, on a constaté qu'il n'y en a que 3 où les ordinateurs connectés à internet sont accessibles à des personnes analphabètes. Cela montre l'ampleur du problème.

Le livre des apprenants : une remarquable valorisation

Comme, en alphabétisation, les gens produisent difficilement des écrits et que leurs textes ne sont que rarement valorisés, bien qu'il s'agisse souvent de textes forts et étonnants, nous avons créé et mis sur internet un très bel ouvrage intitulé «Le Livre des Apprenants». Tous les groupes peuvent charger les textes qu'ils produisent. Ces textes sont accessibles à tous les autres groupes qui sont branchés ou ont accès à une connexion et qui peuvent ainsi lire les textes des autres, y inscrire ensuite leurs propres écrits et réagir aux textes des autres. Cette forme de valorisation d'une production modeste lui donne tout à coup une universalité inattendue.

Le travail sur la langue révèle ce qu'il y a de plus intime

On peut noter que si on recense en Belgique francophone plus de 400.000 analphabètes et qu'on ne peut en inscrire que 8.000 en alphabétisation, l'écart, paraît énorme. Mais tout analphabète n'est pas demandeur d'améliorer sa maîtrise du français et il est inconcevable de renvoyer obligatoirement l'alphabétisation des adultes car le travail sur la langue relève de quelque chose de très intime. Ainsi, les menaces de certains CPAS qui font pression sur les personnes en disant « si vous ne suivez pas les cours d'alphabétisation, on vous retire le minime » sont totalement inacceptables.

La langue, la culture, doivent rester des choix personnels. Quant, aux enfants, l'école doit se poser des questions sur



[Suite de la page 16]

son leur d'écrire. Car si on ne donne pas envie aux enfants d'apprendre à lire et à écrire en leur faisant comprendre que ça va leur permettre de faire des choses passionnantes, ils n'apprendront pas. L'apprentissage est d'abord un apprentissage porteur de sens, sinon il ne sera pas.

Et pour un adulte, forcément, ce n'est pas mécanique, ni même seulement relié à la motivation directe pour un métier.

Evidemment, le manque de sens dans la société complique le problème, mais le sens, chacun de nous est amené à le construire. La société n'est pas une abstraction qui se vit en dehors de notre propre existence.

Anne-Chantal Denis

Site internet : lire-et-ecrire.be



> Des chaises, des hommes et des femmes qui n'ont pas pu s'inscrire dans un centre d'alphabétisation : l'enjeu d'un débat entre le ministre Tommas et Alain Leduc.

DEPUIS LONGTEMPS, ALAIN LEDUC, PRÉSIDENT DE LIRE ET ÉCRIRE, S'EST PREOCCUPÉ DE L'ALPHABÉTISATION. NOUS LUI AVONS DEMANDÉ POURQUOI UNE MOTIVATION AUSSI CONSTANTE :

— Tout ce que l'on construit sur l'eau et le pain est incontrôlable. Personne ne met en question qu'il s'agit là de besoins premiers et élémentaires. La lecture et l'écriture sont aussi de l'ordre des besoins de base. J'ai toujours constaté que la révolution brute est stérile. Ce qui fait avancer la société, c'est la capacité de transformer la révolution en révolucion. La lecture et l'écriture sont les conditions de cette maîtrise. Si on n'arrive pas à mettre des mots, et les mots justes, sur ce qu'on ressent confusément, on ne peut aboutir.

À ce propos, il faudrait conseiller vivement, et à tout un chacun, de lire ou de relire, le beau texte de Bernhard Brecht, «Éloge de l'instruction» qui ponctue sa pièce «La Mémoire». Il condense parfaitement, à la fois, le sens, l'indébet et la nécessité de cet apprentissage.

Brèves

■ AUTANT LE SAVOIR

Depuis le 2 octobre 2001, dans les entreprises où il n'existe ni comité pour la prévention et la protection au travail, ni délégation syndicale, l'employeur a l'obligation de consulter les travailleurs sur TOUTE QUESTION TOUCHANT AU BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS lors de l'octroi de leur travail.

Pour ce faire il doit mettre à la disposition des travailleurs :

— un registre dans lequel ces derniers peuvent inscrire en toute discrétion, leurs propositions, leurs remarques et leurs avis.

— un partenaire sur lequel peuvent être affichés des avis ou tout autre moyen de communication approprié permettant de joindre tous les travailleurs, tel que le courrier électronique.

Signations que ces moyens ont à se trouver en un endroit accessible pour les travailleurs.

Même si pareille disposition peut paraître minimale, elle fonde la reconnaissance d'un droit, surtout là où l'organisation des travailleurs reste difficile.

Le Collectif ALPHA de Saint-Gilles

Un espace d'apprentissage individualisé

Lire le programme télé, signer le journal de classe du petit, consulter un plan de la ville quand on est perdu... autant de gestes ordinaires, et pourtant irréalisables pour ceux qui ne savent ni lire ni écrire. Cela fait plus de 30 ans que le Collectif Alpha s'attaque au problème de l'alphabétisme en proposant des cours et diverses activités, à travers différents lieux à Bruxelles.

Sainte-Gilles, c'est Helena Lockhart qui accueille le public tout au long de l'année : un accueil chaleureux et soutiant, car pour ceux qui décident de franchir le pas, il n'est pas facile de pousser la porte la première fois.

Lors de cette première rencontre, c'est l'occasion de faire une mise au point avec le futur apprenant qui désire commencer ou recommencer un parcours d'apprentissage.

Le public qui s'adresse au Collectif est très diversifié : des femmes et des hommes, de tous âges, belges et immigrés représentant plus de 40 nationalités, et de statuts sociaux divers tels que travailleurs, chômeurs, etc.

Les cours sont organisés selon différentes modalités : cours du soir, cours du jour, cours pour les mères dans les écoles... Autant de possibilités tenant compte de la situation de chacun.

Des cours d'écriture et de lecture, mais aussi d'expression orale, de mathématiques et d'histoire sont mis sur pied.

Une palette diversifiée d'activités pédagogiques, où les formateurs font rimer éducation permanente et ouverture sur le monde

En effet, le Collectif alpha a mis en place une série d'activités originales comme :

- Un atelier pédagogique personnalisé qui est un espace d'apprentissage individualisé : chacun y travaille seul, à son rythme, sur sa matière... comme lire son premier livre ou préparer l'examen du permis de conduire. À chaque personne son projet !

- Des activités culturelles et sociales, telles que visites d'expositions, de musées, de lieux institutionnels, des sorties théâtre ou cinéma... autant d'occasions de s'ouvrir au monde tout en se divertissant, de découvrir d'autres modes d'information que l'écran.

- Des ateliers divers comme celui de photographie ou de calligraphie, ou une autre manière d'apprendre en développant sa créativité.

- Le réseau d'échanges de savoirs car chacun sait quelque chose qui peut servir à quelqu'un.

L'idée est de valoriser des savoirs-faire autres que « scolaires » afin de favoriser les échanges, de mettre en avant les talents de tous et de rompre avec des convictions profondément ancrées chez les participants comme la peur ou l'ignorance.

Toutes ces démarches participent à un même objectif : créer un climat propice à l'apprentissage où l'apprenant est au cœur du dispositif.

Le centre de documentation : un véritable lieu-ressource spécialisé

Le Collectif Alpha de Saint-Gilles abrite également un centre de documentation spécialisé.

Chaque année, animateurs, enseignants, étudiants, formateurs... y empruntent ou consultent revues, articles, ouvrages, outils, méthodes d'apprentissage... concernant l'alphabétisation ou, plus largement, la formation des adultes.

Cécilia Hutereau vous y accueillera avec sourire et compétence, il a été formateur durant de nombreuses années, dans un petit, mais convivial espace, où le bois prédomine.

Parallèlement, le Collectif publie le fruit des réflexions et des recherches de son équipe, dispensant aussi une instruction pour les formateurs dont le programme est disponible sur simple demande.

Myriam Azar

Le Collectif Alpha de Saint-Gilles

13, rue de Rome — Helena Lockhart :

02/538.36.57

Pour les services d'alphabétisation sur la Communauté de Saint-Gilles, le Centre Familial Belgo-Immigré et le Noef sont également spécialisés en ce domaine.

Brèves

■ Parcours d'Artistes 2002

Comme chaque année depuis 1988, les artistes Saint-Gillois ouvriront leurs ateliers pendant 3 week-ends, du 4 au 19 mai. On retrouvera les «coups de cœur» du public, qui pourra être les coeurs de son choix, que l'on pourra revoir ensuite, lors des expositions du même nom. Avec «Une œuvre pour mon voisin» et le projet «Mobilier», l'édition 2002 propose aussi de nouvelles voies de réflexion et de travail : les artistes sont invités à créer une œuvre pour un voisin, en dialogue avec lui et avec un contrat écrit commun. Des œuvres mobiles, destinées à circuler dans la ville — en voiture, en train, à bicyclette, sur un sac... — seront commandées à une dizaine d'artistes.

Durant Parcours d'Artistes, la Maison du Peuple, inaugurée pour l'occasion après rénovation, sera le point de rencontre où seront mis en vente les pint's, les plans et les catalogues. C'est également de l'événement, on y trouvera aussi une bonne Internet et une bibliothèque, et diverses manifestations y seront organisées : conférences-débats, projections d'œuvres, performances d'artistes,...

Vous êtes artistes et souhaitez participer à «Une œuvre pour mon voisin» ? Vous pouvez vous procurer le Guide pratique et Règlement, ainsi que les bulletins de participation :

- en consultant le site communal <http://www.stgilles.be> (rubrique « Culture »)

- en contactant le Service de la Culture de la Commune (Maison Culturelle — 69 rue de Rome — 1060 Bruxelles — Tél : 02/534 58 22 ou 02/534 96 05 — Fax : 02/534 54 77 e-mail : culture.1060@stgilles.be).

Pour les «Ateliers», la clôture des envois était le 16 novembre, mais pour «Une œuvre pour mon voisin», il vous reste quelques jours : les bulletins de participation doivent parvenir au Service de la Culture au plus tard pour le 14 décembre 2001.

■ Atelier "30 heures de danses" au Centre Culturel Jacques Franck du 8 au 12 avril 2002...

Où comment en 30 X 60 minutes faire bouger son corps dans trois univers différents.

Après le succès de l'atelier de l'année passée, le Jacques Franck vous invite une nouvelle fois à découvrir la danse en la pratiquant. Danse contemporaine, danse africaine (en remplacement de la danse classique) et hip-hop sont au menu de ce stage ouvert à tous dès 11 ans. Des premières paroles aux premiers pas, trois chorégraphes expérimentés — Saïd Ouadrassi, Mabrouk Molas et un danseur à définir — vous proposent de vous donner le goût du corps en mouvement et de toutes les danses.

Prix 37,18 euros (1500 fr) / personne pour les cinq journées (non à 7 jours). Les accès aux trois disciplines est obligatoire. Le même stage est aussi organisé du 1er au 5 avril au Centre culturel de Braine-l'Alleud.

Renseignements : Centre Culturel Jacques Franck — 94, chaussée de Waterloo — 1060 Bruxelles —

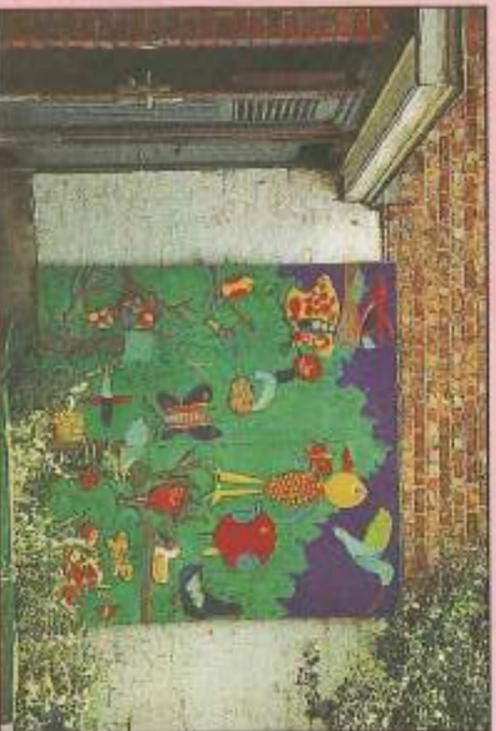
Tél : 02/538 90 30

■ Erratum

Dans le numéro précédent du journal, nous avions consacré un article au Centre Jeunes Filles (révisé depuis le SIREAS), spécialisé dans la formation en horeca, dont le numéro de téléphone était incorrect. En voici les coordonnées : 02/537 94 32

Au détour des lieux, des maisons et des rues

Parmi des certaines de compositions, nous avons épinglé trois expressions urbaines qui réent le monde avec d'autres couleurs.



> 1. Quand la nature a des sites : cherchez le lieu



> 2. Une peinture murale d'accueil : quelle rue, quel numéro, quelle institution ?



> 3. La fresque d'un royaume imaginaire : cherchez la maison

Il y a un prix à gagner : la première personne pouvant donner l'adresse exacte où sont situées ces trois œuvres se verra offrir une carte-invitation qui lui donnera le droit de pratiquer une activité sportive de son choix pendant toute une année au Centre Sportif de la rue de Russie, ainsi qu'un laissez-passer pour toutes les activités produites par le Centre Culturel Jacques Franck.

Vos réponses sont à envoyer à «Village Mondial-Mission Locale» — chaussée de Waterloo, 255 — 1060 Bruxelles (le cachet de la poste faisant foi).

(Ne peuvent participer au concours le personnel de la Mission Locale et les collaborateurs du Village Mondial.)

REPONSES AU CONCOURS PRECEDENT :

La peinture du désir : rue Emile Féron, façade de l'Institut Sainte-Marie.

Le zoo imaginaire : 40, rue du Métal

Le graf de la ville contemporaine : 35, rue du Fort au Pianofabrik.

C'est madame Anne Massonet, habitante de Saint-Gilles, qui la première a pu nous communiquer ces coordonnées.

Bravo ! Bonne saison culturelle et sportive !

Un grand photographe a quitté notre «village» Gilbert De Keyser

(Forest 1925 - Saint-Gilles 2001)



> Gilbert De Keyser nous a quittés le 24 septembre dernier. Ce brillant photographe qui d'abord ne pas aimer la ville où il a vécu que c'était elle qui lui avait inspiré ses œuvres les plus belles. Et c'est bien à elle qu'une grande partie de sa création a été consacrée. C'est Bruxelles et ses quartiers périphériques — Saint-Gilles et autres principalement — qu'il a explorés avec passion depuis le fin des années soixante. Il y a une dizaine d'années, avec le dessinateur Paul De Meyer, il avait illustré un petit album dédié par la commune et intitulé « Saint-Gilles. Regards d'artiste ». En 1993, le Musée de la Photographie à Charleroi lui avait consacré une importante monographie. Plus récemment, la galerie de la librairie Quartiers légers avait présenté une très belle exposition de photographies d'un Bruxelles disparu ou en voie de disparition.

Dans notre environnement apparemment beau, il cherchait à voir ce que le passant indifférent ne remarque jamais. Son regard aigu et sensible était prompt à saisir tel détail d'architecture, tel contraste de formes, et lorsque son œil s'était posé sur un sujet, il en voyait déjà la photographie.

Son œuvre occupe une place majeure dans l'histoire de la photographie belge de la seconde moitié du 20ème siècle.

Pierre-Paul Dupont

Parcours de Convivialité Ramadan - Noël - Nouvel An

Le Parcours de Convivialité Ramadan - Noël - Nouvel An a donc débuté cette année par une soirée théâtrale, un objectif : s'offrir «l'honneur-orchestre» et une soirée au CCFP avec en prime une séance de brisade des «des Dynamite Rockers». Mais aussi par une après-midi dédiée pour les enfants organisée par la maison des enfants et la maison de jeunes Le Bazar.

Dans notre environnement apparemment beau, il cherchait à voir ce que le passant indifférent ne remarque jamais. Son regard aigu et sensible était prompt à saisir tel détail d'architecture, tel contraste de formes, et lorsque son œil s'était posé sur un sujet, il en voyait déjà la photographie.

Au programme en décembre :

- Le 8 décembre, la fête du Ramadan à l'école à (19, place Beethoven à Saint-Gilles). Avec à 19h00, la rupture du jeûne, les musulmans rompent le jeûne, au moment où on ne peut plus distinguer un fil rouge d'un fil noir, avec l'harira (soupe), des dattes et des halvas (des pâtisseries au miel). Suivi du souper de 19h00 à 21h00 avec une table du monde, ces repas seront parsemés d'ateliers de calligraphie, de tatouages au henné, des confecteurs de tresses, et accompagnés d'une exposition présentée par le Nadi, l'ADSC, le CJA et Hispano-Belga. Il y aura aussi de la danse, du chant et du théâtre par les enfants de la maison de jeunes Le Bazar. L'humoriste Said Akzadine et ses «Sablères» nous mèneront à l'école pour accueillir «les Tambours de l'orient», un groupe de percussions. Enfin, un groupe de Criswas nous aidera à terminer cette belle soirée.
- Réervations : Nadjia MJJ 02/524 83 88.
- Tous les vendredis du mois de Ramadan, le local, maison de jeunes, nous invite à rompre le jeûne en sa compagnie. Info : Laili 02/524 75 61.





Société

> Réponses à l'insécurité. Un ouvrage de référence. Où en est-on en Belgique ?



Un imposant volume de 335 pages, réunissant des études faites par des sociologues et des criminologues entre 1996 et 1999, analyse la politique sécuritaire de ces dernières années en Belgique. A notre connaissance, il s'agit d'une première. L'ouvrage s'adresse aux étudiants universitaires et aux chercheurs, mais aussi... ce en quoi il nous intéresse...

...aux responsables institutionnels et aux différents intervenants sur le terrain. Très critique et polémique, ce livre brosses une maquette vaste et complexe, dont les nouvelles politiques publiques préventives. Que l'on soit ou non d'accord avec les conclusions très tranchées de ce livre, qui fatigue particulièrement le «social-libéralisme» mondial et la crise de l'Etat social, il offre une occasion unique de réfléchir à une question très actuelle, grâce notamment à l'analyse de nombreux cas concrets.

Le danger serait, nous dit-on, de vouloir obtenir de la rentabilité immédiate dans des secteurs, comme le social, qu'on ne gère pas comme une entreprise, s'adaptant constamment aux besoins du moment, aux «logiques d'urgence», plutôt qu'en travaillant sur la durée. Dans les années 80-90, la montée de l'extrême-droite et des violentes émeutes de jeunes ont incité les pouvoirs publics à investir au plus vite les quartiers fragilisés, à encadrer les personnes susceptibles d'être «menacées» pour rassurer les personnes «menacées». En juin 92, l'Etat, les Régions et les Communales concluaient un accord visant à coordonner le volet social et le volet policier : c'est le début des «contrats de sécurité», rebaptisés «contrats de sécurité et de société» en 98, pour lesquels des agents de prévention et de sécurité, souvent issus des quartiers fragilisés, ont été engagés.

Ce livre pose certaines questions interpellantes. L'importance donnée au sécuritaire pourrait-elle encourager à certains abus ? Serait-ce ouvrir la porte aux clientélismes ? Cela inciterait, nous dit-on, quelques personnes, souvent minoritaires dans le quartier, à surveiller et à faire pression auprès du politique pour obtenir des privilèges. La fusion opérée entre le social et la sécurité pourrait se faire au détriment du social : peut-on à la fois aider et surveiller ? Purifier et soigner ? Il y aurait un risque de confusion des rôles, notamment dans les dispositifs relatifs à la toxicomanie, auquel le livre consacre un volet important.

Y aurait-il un malaise chez les travailleurs sociaux ? Plusieurs difficultés semblent émerger. Ce sont souvent des jeunes d'origine immigrée,

anciens leaders des quartiers fragilisés, auxquels on offre des contrats précaires pour faire un travail complexe de médiation : médiation entre les habitants et les pouvoirs publics, entre les jeunes et l'école, entre les jeunes et la police, entre les habitants (conflits de voisinage). Mais étant pris entre deux mondes, leur employeur et leur communaute, ne manquent-ils pas d'autonomie pour jouer pleinement ce rôle ? L'ouvrage ajoute qu'ils se sentiraient aussi marginalisés par rapport aux autres travailleurs sociaux, dont la formation et l'expérience professionnelle sont souvent plus importantes, que la leur.

Ces nouvelles politiques sécuritaires permettront-elles d'agir en profondeur ? N'auront-elles pas privilégié une action en surface, en ayant tout sur le contrôle et la surveillance ? Ces dispositifs peuvent-ils, à eux seuls, affronter la crise plus profonde due à la précarisation du marché de l'emploi ? Si l'ouvrage traite souvent de sujets importants, on peut toutefois regretter qu'il ne propose guère d'alternative.

D'autre part, il est évident qu'il a été écrit avant l'attaque du 11 septembre, et dès lors, il ne prend pas en compte la situation d'inquiétude qui s'est répandue suite à la menace «terroriste». Mais il est vrai qu'il s'agit là d'une autre problématique.

Christine De Naeyer

Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques, aux éditions Labor
Sous la direction de Luc Van Campenhout, Yves Cartuyvels, Françoise Digneff, Dan Kaminski, Philippe Mary et Andrea Rea

ISBN : 2-8040-1533-7 / D/3000/958/90

Droit

> Un guide pratique de la victime avérée



C'est une première : un avocat spécialisé dans les assurances depuis plus de 25 ans, qui se consacre depuis 6 ans à la défense des intérêts des victimes, nous propose de partager son expérience pratique, autant dire des coulisés de ce secteur ! En quelque 80 pages, Jean-Pierre Tielman aborde différents cas de figures, en mettant la législation belge à la portée de tout un chacun. Que l'on soit victime d'un accident de la circulation, d'un accident de la vie privée, d'un accident du travail, ou que l'on soit victime d'une erreur médicale, la marche à suivre est chaque fois explicitée. Ainsi, vous saurez quels sont vos droits, quels sont les avantages, les inconvénients des procédures possibles, et comment faire pour essayer d'obtenir un recours contre une décision. Outre

les nombreux conseils que l'on y trouve, ce guide incite aussi à un maximum de vigilance dans un domaine où les arnaques et les maigres finances sont encore trop souvent monnaie courante. Un guide vivant, qu'on emporte aisément et qui est facilement consultable, ce n'est pas courant !

Christine De Naeyer

Jean-Paul Tielman, Premier guide de la victime, aux éditions Labor,
80 pages, 349 FB
ISBN : 2-8040-1587-5

Expression

> Lire pour le plaisir. Ce guide vous aidera à relever le défi



Lisez jeunesse part d'un constat visant la majorité des adolescents et des jeunes adultes : ceux-ci ne lisent guère de romans, si ce n'est contraints et forcés, dans le cadre de leurs cours ! Comment leur donner le goût de la lecture, face au flot d'images qui se déversent sans cesse, incitant à la consommation rapide d'informations prémâchées ? En allant à la rencontre des jeunes, en leur proposant des histoires dans lesquelles ils pourront se retrouver, des héros auxquels s'identifier : tel est le pari de la Confédération des Organisations de Jeunesse indépendantes et pluralistes, avec cet ouvrage de référence sur la littérature de jeunesse, écrit par Déborah Danblon.

Les auteurs, de différentes nationalités, y sont classés par genres - fantastique, roman d'aventure, polar, ... -, avec un résumé et un commentaire pour chaque histoire, afin de faciliter le choix du livre. Lisez jeunesse est un bon outil, avant tout destiné aux animateurs, aux travailleurs sociaux, aux bibliothécaires, aux enseignants, aux parents, ... bref à tous ceux qui côtoient les adolescents et les jeunes adultes, pour les inciter aux joies de la lecture. Du reste, cette introduction à la littérature de jeunesse recèle mille et un trésors que l'on ne découvre qu'à l'usage ! Vous vous surprenez peut-être aussi à détailler quelques soirées le poste de télévision, pour vous laisser prendre au jeu du «il était une fois...» et dévorer d'une traite un roman qui vous emportera dans un univers imaginaire, loin de votre quotidien, à moins qu'il ne vous aide, au contraire, à mieux naviguer dans ce monde-ci ?

Christine De Naeyer

Déborah Danblon, Lisez jeunesse, La littérature pour adolescents et jeunes adultes
Éditions Luc Pire, Bruxelles,
160 pages, ISBN : 2-87475-113-2

Vie urbaine

> Tout Saint-Gilles en un cd-rom. Une histoire de famille



Les jeunes n'aiment plus les livres ? Ils préfèrent les micro-ordinateurs et les jeux ? Qu'à cela ne tienne, Louise et Oscar Starck, dignes représentants de l'Académie du Parler Bruxellois (A.D.P.B.), décident d'animer et de faire revivre le passé tout en interagissant, en faisant danser les images sur un air populaire bruxellois. Après Bruxelles-Ville (2 cd-rom en cours de finalisation) et Anderlecht, c'est au tour de Saint-Gilles d'être mis en boîte, pour que chacun puisse découvrir son histoire et son patrimoine. On peut surfer quelques minutes, quelques heures ou ... quelques jours, si l'on veut tout voir tout d'un coup, car il y a en tout plus de 2000 documents historiques (des photographies d'époque, des vues contemporaines, d'anciens plans...) et plus de 200 textes explicatifs, à lire ou à entendre. C'est dire... Avec ce guide on pourra explorer Saint-Gilles sur le terrain et compléter sa visite à l'envi,

Christine De Naeyer

Lancé officiellement à l'occasion de «Saint-Gilles, ma découverte» le 14 décembre, le cd-rom Saint-Gilles peut être acheté par souscription au prix de 1400 francs aux éditions L'Œuvre, 213 avenue de Scheut à 1070 Bruxelles.

Le VILLAGE MONDIAL

Directeurs de publication:
Ahmed El Ktibi et Jean-Philippe Martin
Rédacteur en chef:
Richard Kalisz
Documentation:
Christine De Naeyer
Assistant:
Latif Rukaza
Comité de rédaction:
Mynam Azar, Bettina Cersier, Viviane Delhage, Christine De Naeyer, Pierre-Paul Dupont, Thierry Van Campenhout
Collaborations à ce numéro:
Anne-Chantal Denis, Maud De Be, Francis Dewez, Marc Dewaele, Rose-Marie Geeraerts, Mustapha Hicaili, Mansuela Nguzanti, Patricia, Marina Puissant, Jean-Claude Salemi.
Mise en page et impression:
Barbiana sc/Coulleur Savori — Tél. : 02/503 43 01
Avec l'aide et le soutien de:



avec l'aide du FIPJ

Éditeur responsable:

Alain Leduc c/o Mission Latérale de Saint-Gilles
Chêne de Waterloo, 255 — 1060 Bruxelles.

Le Village Mondial

02/542 63 37 — fax : 02/542 63 30
e-mail : villagemondial@hotmail.com





■ Saint-Gilles en chanson par Claude SEMAL

Un inclassable (et indomptable) ketje de Saint-Gilles



> Claude Semal : un engagement hors part

chanson sur Saint-Gilles, ce qui n'est pas banal. Si elle n'est pas vraiment bonbons roses et sucre d'orge, si elle se fait par endroits acide et critique, elle est aussi tissée d'amour et de tendresse. Car ne dit-on pas qu aimer et châtier bien souvent se re- contentent ?

Moi je crêche à Saint Gilles
à deux pas des Marolles
Un village dans la ville
Un quartier rock and roll
Entre Liège et Paris
une réserve de Comanches
où tous les jours au Paris
Y a le marché du dimanche

Saint Gilles c'est Saint Germain des Prés
le cousin germain
de ces années dorées
où Vian s'inventait
en jouant de la trompette
une vie un peu trop chouette
pour durer pour du vrai

De la gare du Midi
en haut de l'avenue Louvre
c'est un coin de Paradis
si tu crois pas la mouise
De l'Hôpital St Pierre
jusqu'en haut de Ma Campagne
y a qu'des briques et des pierres
mais ça sent la campagne

Dans ce vieux quartier popu
qui votait socialiste
Y a bien longtemps qu'y a plus
un seul ouvrier sur les listes
Y a ma saur un Ministre
un Club de foot sans dige
et mille deux cents artistes
qui sont tous au chômage

Saint Gilles c'est Saint Germain des Prés
le resto clandestin
où on s'était rencontré
les soirées du Buler
à deux cents dans un grenier
quinze vélos un solex
et une camionnette volée

Au Café de l'Union
Picasso et Prévert
mangent une soupe à l'oignon
devant l'avant-dernier verre
Si t'apportes un litron
je te payerai la der des ders
avec une seule Blanche citron
tu peux passer tout l'hiver

«Ode à ma douche», «Ma première tournée mondiale», «Le Cinquième des Belges», spectacles de café-théâtre décapants, et la très belle chanson «Le Pays Peris», en contrepoint au «Plat Pays» de Jacques Brel, c'était lui : Claude Semal, un artiste aux engagements multiples, tant sur scène que dans la vie (rappelons sa brève, mais néanmoins significative, incursion dans la politique, lorsqu'il s'est présenté sur la liste Ecolo en 1999, faisant pas moins de 12.000 voix, avant de tirer sa révérence aux partis, quels qu'ils soient !).

Esprit critique et sens de la dérision toujours en alerte, notre homme-orchestre a aussi lancé le théâtre Le Café à Saint-Gilles (rue de la Victoire), dont il a été le premier directeur. Place maintenant à la poésie, car il vient de composer une Y a la fille du chometou
Y en a qui rient pas moi
faut bien gogner son do
Tu bosses deux heures au noir
et tu vas poser ton cul
peinard gros lire Le Soir
à la Brasserie Verschu

Saint Gilles c'est Saint Germain des Prés
ô donne moi la main
on verra bien après
je caresse tes seins
si tu m'offres un café
en échange d'un dessin
et peut-être d'un baiser

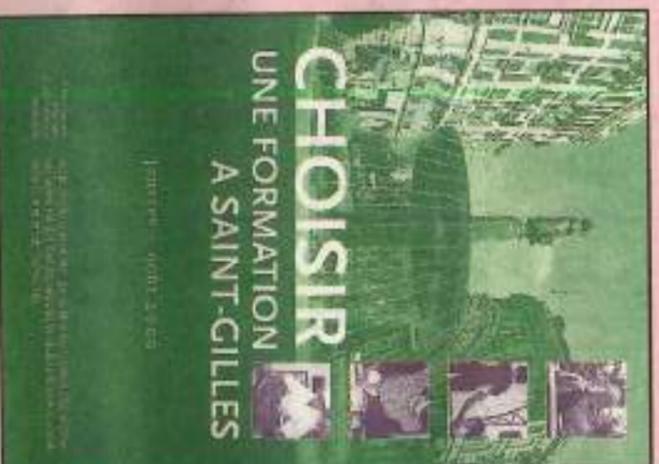
Faut pas croire on s'active
à la porte de Hal
Y avait le squat collectif
du nouveau Centre Social
où chaque jour Séminra
a pu nous téléphoner
à l'ombre du mitre-
dor d'un Centre Fermé

Mais si pour traquer Dutroux
Y a jamais un gendarme
pour nous flanquer au trou
Y trouvent du fin et des armes
quarante deux fics casqués
menteurs comme la Justice
sont venus nous désagréger
pour loger la Police

Saint Gilles c'est Saint Germain des Prés
Ca sent déjà la fin
mais ceux qui se sont barrés
reviendront voir les bateaux
aux terrasses d'Athènes
en broutant des Pites Os
à la place Bethléem

Moi j'habitais Saint Gilles
à deux pas des Marolles
Un village dans la ville
un quartier rock and roll
quand je jouais trois accords
au Café que tu sais
et que personne savait encore
si ça ferait un succès...

■ CHOISIR UNE FORMATION A SAINT-GILLES



La nouvelle brochure «CHOISIR UNE FORMATION A SAINT-GILLES» (janvier-août 2002), éditée par la Mission Locale de Saint-Gilles et l'Echevinat de l'Emploi, des Sports et de la Cohésion sociale de la Commune de Saint-Gilles, vient de paraître. Vous y trouverez les coordonnées des vingt et un opérateurs qui organisent des formations et/ou un accompagnement à la recherche d'emploi sur Saint-Gilles.

Ce vade-mecum actualisé deux fois par an, comprenant les adresses ressource et un descriptif du contenu des formations, est disponible à l'accueil de la Mission Locale, au 255 chaussée de Waterloo - 1060 Bruxelles (tél. : 02/542 63 21).

■ LE MANIFESTE DES VILLES : BONNES FEUILLES POUR LA DEMOCRATIE

Qu'on s'en souvienne : en décembre 2000, deux cents cinquante villes se réunissaient à Naples pour adopter un manifeste sur le thème de la sécurité et de la démocratie qui concerne en fait la gouvernance urbaine. Ce texte assez dense qui revendique des « villes de justice », consacrant un chapitre entier aux jeunes et à la violence faite aux femmes, défend le principe d'une ville hospitalière et exige la tolérance zéro en ce qui concerne l'exclusion. Les décideurs européens partagent-ils cette philosophie ?

Extraits choisis :

«La sécurité est un bien commun essentiel au développement durable. Elle est le signe de l'inclusion sociale, de l'accès équitable à d'autres biens communs tels l'éducation, la justice, la santé, la qualité de l'environnement. Promouvoir de la sécurité, c'est développer du bien commun, ce n'est pas d'abord faire de la police ou recourir au système pénal.»

Une pierre dans le jardin de tous ceux qui sont dans l'obsession sécuritaire des solutions répressives.

Puis plus loin :

«La place centrale des villes permet et exige la construction de «politiques par le bas», une gouvernance du territoire dans laquelle l'organisation de la participation active des habitants, sous toutes ses formes, individuelle et collective, est nécessaire.»

Cet accent placé sur la construction démocratique n'est-il pas plus que jamais d'actualité ?

A relire et à méditer.

Le texte complet peut être obtenu au Forum Européen pour la sécurité urbaine, 38, rue Liancourt, 75014 Paris.
Adresse Internet : <http://www.urbansecurity.org>

L'imprimerie **BARBIANA**

offre 50 livres de la

Petite histoire du cirque en

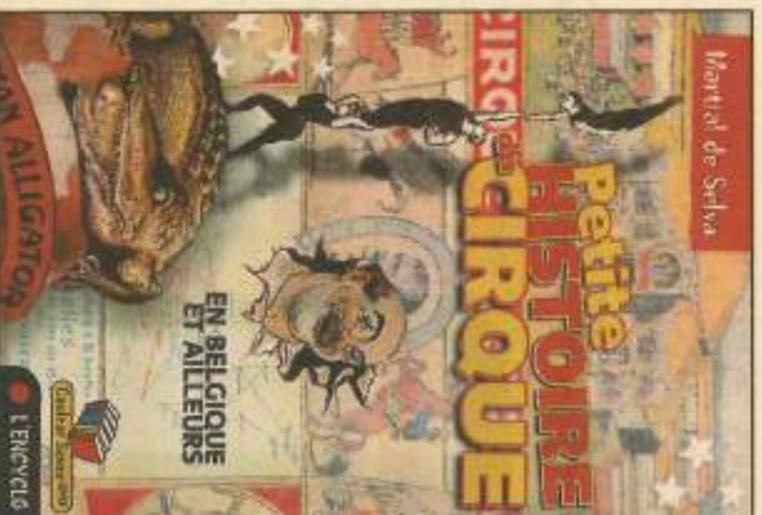
Belgique aux 50 premiers

lecteurs du Village mondial

qui téléphoneront au

02/503 43 01

avant le 20 décembre 2001*.



Entrez dans le cercle merveilleux tracé vers 1768 par Philip Astley. Venez lire l'histoire de ces générations d'artistes, de directeurs, de monteurs qui, de ces lointaines origines à nos jours, ont fait tant de chemin pour vous divertir. Que serait le cirque sans son histoire ? Sans le souvenir des cavalcades de Sarrasini, des éléphants de Barnum et de tous les trompe-la-mort qui se sont succédés sous les chapiteaux de toile, de bois ou de pierre ? Sans le souvenir de ces caravanes et de ces petits cirques de nos régions qui enchantaient nos places et nos campagnes.

Cette petite « Histoire du cirque » est le premier volume de l'Encyclo, une nouvelle collection qui propose de redécouvrir, par l'image et le texte mêlés, le patrimoine culturel et historique de la Belgique, et plus particulièrement celui des régions wallonnes et bruxelloises. Claire et accessible, elle s'adresse à tous les publics.

* Pour obtenir votre livre, vous devez impérativement téléphoner entre 9h30 et midi, et entre 14h00 et 16h00, du lundi au jeudi. Date limite: le jeudi 20 décembre 2001, à 16 heures (si les 50 exemplaires n'ont pas été écoulés). Votre livre est à retirer à notre siège, 4 rue d'Anderlecht, 1000 Bxl (Métro Annessens), avant le 20 décembre 2001 et après le 2 janvier 2002, entre 9h 30 et midi, et entre 14h00 et 16h00, du lundi au jeudi.

BARBIANA ÉDITION
& IMPRIMERIE]
02/503 43 01

Pour vos affiches, dépliants, documents commerciaux, foldiers, journaux, livres, etc., faites confiance à l'imprimerie **BARBIANA** sc.

BARBIANA sc, 4 rue d'Anderlecht, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/503 43 01.